



UPA POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles

SANTÉ Psychologique EN AGRICULTURE

JACQUIN BISAILLON

Président de l'organisme
Au cœur des familles agricoles,
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix

**AGIR EN CONCERTATION
POUR LEVER LES TABOUS**

**PLEINS FEUX SUR
LE LAIT DIAFILTRÉ**

**CRI DU CŒUR DES RÉGIONS
POUR UN MEILLEUR
SOUTIEN EN AGRICULTURE**



EN RÉGION

**ABITIBI-
TÉMISCAMINGUE**

Hommage à Albert Allain,
un grand bâtisseur

**OUTAOUAIS-
LAURENTIDES**

Le Pontiac, future capitale
québécoise du houblon?

LANAUDIÈRE

Mobilisation contre les
projets d'aéroport

MONTÉRÉGIE

Gala des
Agristars 2016

CENTRE-DU-QUÉBEC

Benoît Quintal, nouveau
président de la relève

ESTRIE

Pour un meilleur soutien
en agriculture

MAURICIE

Passera, passera pas, le
gros tuyau d'huile?

**CAPITALE-NATIONALE-
CÔTE-NORD**

L'autocueillette répertoriée
sur le Web

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Plus de 800 personnes au brunch
de l'UPA du Fjord-du-Saguenay

**CHAUDIÈRE-
APPALACHES**

Grands prix du tourisme de
la Chaudière-Appalaches

BAS-SAINT-LAURENT

Le programme de
drainage et de chaulage,
simplement insuffisant!

e



MINI-EXCAVATRICE 303E

À partir de

599\$ /mois *

0\$ d'acompte

Garantie prolongée de 3 ans

2 accessoires inclus

PASSEZ EN 5^{IÈME} VITESSE. PASSEZ À HEWITT EXPRESS.

PLAQUE
VIBRANTE[†]
200 lb

99\$ /semaine



PEINTURE ORANGE
INVERSÉE[†]

399\$



POMPE
SUBMERSIBLE
2 POUCES
GODWIN GSP05

465\$



GRAISSE CAT TOUT USAGE
FORMAT 390 G

399\$

BROUETTE GARANT
AVEC PNEUS ANTI-CREVAISON

115\$



LAVAL
200 boul. Curé Labelle
1 866 508-0704

SAINT-LAURENT
3000 boul. Pitfield
1 866 818-5129

QUÉBEC
1850 rue Léon Harmel
1 866 719-0059

**Hewitt
EXPRESS**



hewittexpress.ca

On vend. On loue. On entretient. Rien de moins.

Certaines conditions s'appliquent. Images à titre indicatif seulement. Prix en vigueur du 28 avril au 31 mai 2016. Quantités limitées. Jusqu'à épuisement des stocks. *Certaines conditions s'appliquent. Offre valide jusqu'au 31 mai 2016 sur une mini-excavatrice 303E neuve. Sous réserve de disponibilité de la machine, et ne peut pas être combinée à d'autres offres. Sujet à l'approbation de crédit. Les frais de transport, de préparation, d'immatriculation et de taxes sont en sus. Sujet à changement sans préavis. † La marque peut varier selon le magasin.

183255

EN TÊTE À TÊTE

ÇA NE CHÔME PAS DANS LES RÉGIONS

MARCEL GROLEAU

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DE L'UNION



Chaque printemps, j'ai la chance d'aller à la rencontre des conseils d'administration (CA) des fédérations régionales. Cette tournée permet de faire le point sur l'évolution des dossiers chauds et d'échanger sur les enjeux propres à chaque région. Amorcée en mars en Chaudière-Appalaches, la Tournée 2016 des CA des régions s'est terminée il y a à peine quelques jours en Gaspésie. En parcourant les routes du Québec, on constate à quel point notre agriculture est diversifiée et comment elle se distingue d'une région à l'autre, en raison notamment des différences de toponymie et de climat.

Cette année, l'avenir des programmes de sécurité du revenu a accaparé une bonne partie des discussions. La consultation sur le choix entre les programmes Agri et ASRA soulève beaucoup de questions. Ce qui ressort, c'est que les producteurs se retrouvent devant un choix qui n'en est pas un. Le ministre de l'Agriculture devra éventuellement trancher. Espérons qu'il le fera en s'appuyant sur une vision à long terme. Pour ce qui est de la proposition de l'Union de faire cohabiter les deux programmes pour les cinq prochaines années, elle fait l'unanimité. À cet effet, notre pétition circule toujours et elle est publiée ce mois-ci en page 14. Il est encore temps de la signer.

Les besoins d'investissements, notamment dans le domaine du bien-être animal, la ratification des accords de commerce et les nouvelles règles d'utilisation des pesticides sont également des sujets qui préoccupent les producteurs. Le dossier du sirop d'érable et le rapport Gagné, de même que les questions ayant trait au contrôle des importations, ont aussi été au cœur de nos échanges avec nos représentants régionaux. Pour tous ces dossiers, les agriculteurs sont très mobilisés.

Les administrateurs des syndicats régionaux sont activement engagés dans la démarche À la rencontre des producteurs. Certaines équipes ont rencontré plus de 90 % de leur monde. Les commentaires sont toujours les mêmes : ça demande beaucoup d'énergie, mais ça vaut

vraiment la peine. Les producteurs sont heureux de rencontrer leur administrateur et de pouvoir échanger sur leur réalité. Leur appréciation du travail réalisé à l'UPA dans les nombreux dossiers est très importante.

L'agriculture se diversifie. Plusieurs nouvelles entreprises ciblent d'abord le marché local, car cela permet de rentabiliser plus rapidement les investissements. Pour le secteur des viandes, il faut conserver et développer nos abattoirs de proximité si l'on veut favoriser la vente en circuit court. L'offre locale de fruits et légumes par les producteurs maraîchers et fruitiers s'améliore partout.

L'accès aux terres demeure un élément déterminant pour le démarrage d'une entreprise. Même si les réalités sont différentes d'une région à l'autre, l'écart entre le prix des terres et leur rendement agroéconomique s'agrandit partout au Québec. Inévitablement, cela complique le transfert et l'arrivée de nouveaux producteurs. À ce sujet, la MRC de L'Érable travaille sur un projet concret pour favoriser le démarrage d'entreprises et le syndicat local est très actif dans le dossier. Un projet à suivre!

Plusieurs MRC ont maintenant complété leur plan de développement de la zone agricole. Les intervenants du milieu sont de plus en plus conscients des opportunités de développement qu'offre le secteur agricole, et donc plus sensibles à l'importance de préserver la zone verte et de remettre en culture les terres en friche. Nos syndicats travaillent étroitement avec les instances politiques locales.

Il y en a du boulot qui se fait dans nos fédérations régionales! En parcourant ce numéro de *L'U*, il est impressionnant de constater que partout, dans toutes les régions du Québec, les producteurs et productrices s'activent, développent des projets collectifs, et n'hésitent pas à se serrer les coudes pour faire face aux enjeux de notre agriculture. Félicitations à tous pour vos accomplissements! ✖

SOMMAIRE

• LES GRANDS DOSSIERS DE L'UNION	4	• LES RÉGIONS EN ACTION	16
• LE TRAIT D'UNION	12	• COUP DE CHAPEAU	24
• LA CHRONIQUE DE SAM TURLUPINE	15	• ÇA SE PASSE CHEZ VOUS	27

La revue *L'U* est publiée par l'Union des producteurs agricoles (UPA) pour les producteurs agricoles et forestiers du Québec. Animée par les valeurs qui fondent la raison d'être de l'UPA, elle est le reflet de la vitalité de l'organisation et de la force de son réseau. Elle fait connaître et valorise l'action collective menée par les producteurs, qu'elle soit de portée locale, régionale, sectorielle ou provinciale. Elle souligne les efforts déployés pour organiser collectivement et démocratiquement la mise en marché des produits agricoles et forestiers. Elle aborde aussi les grands dossiers de l'heure sous l'angle syndical et suscite une réflexion sur des enjeux qui nous concernent tous. Elle se veut également un contrepoint aux voix qui s'élèvent contre ces outils collectifs et est résolument syndicale. Publiée 10 fois l'an, *L'U* est distribuée gratuitement à tous les producteurs et productrices du Québec.

Les photos, illustrations et textes publiés dans *L'U* ne peuvent être réutilisés sans autorisation.

Pour nous joindre : 555, boul. Roland-Therrien, bureau 100, Longueuil (Québec) J4H 3Y9 / Courriel : lu@upa.qc.ca / www.lu.upa.qc.ca



Éditeur :
L'Union des producteurs agricoles
Direction des communications
et de la vie syndicale

Impression :
Imprimerie Transmag

Photo de la page couverture :
Yves Lacombe

ISSN 2369-758X (imprimé)
ISSN 2369-7598 (en ligne)



LES GRANDS DOSSIERS DE L'UNION

SANTÉ PSYCHOLOGIQUE EN AGRICULTURE

ENSEMBLE, ON PREND LE TAUREAU PAR LES CORNES

AUDREY DESROCHERS
COLLABORATION SPÉCIALE

Le 27 avril dernier, l'Union des producteurs agricoles (UPA) marquait une étape importante de sa stratégie d'action visant l'amélioration de la santé psychologique en agriculture avec la tenue du tout premier forum multirégion intitulé Ensemble, on prend le taureau par les cornes.

« Nous devons nous mobiliser autour de cette question, partager l'expertise existante et en faire une priorité sur le terrain », a lancé le président de l'Union, Marcel Groleau, dès l'ouverture du forum. Il a souligné l'importance d'avoir des intervenants en santé mentale qui connaissent les particularités du secteur agricole. « On travaille dans un environnement hautement imprévisible, en plus de devoir composer avec la pression sociale, a-t-il mentionné. C'est un cocktail qui influence constamment la santé mentale des producteurs. »

Le message d'ouverture du président de l'UPA a donné le ton aux trois conférences de la journée, qui portaient sur les facteurs de risque liés à la détresse psychologique en agriculture, la santé mentale chez les hommes agriculteurs et l'importance d'investir sur soi comme entrepreneur.

Les présentations, qui se déroulaient à Drummondville, ont été retransmises par vidéoconférence dans cinq villes de la province (Rouyn-Noranda, Saint-Eustache, Lévis, Jonquière et Rimouski). Au total, plus de 250 producteurs, représentants du milieu agricole et intervenants en santé psychologique ont répondu à l'appel en participant à cette journée de réflexion. Tous ont manifesté leur volonté de poursuivre le travail de collaboration pour faire de la santé psychologique chez les agriculteurs une priorité.

Le forum multirégion présenté en avril s'inscrit dans une stratégie d'action adoptée à l'automne 2015 par l'UPA et qui se déploie depuis, au niveau local et régional, partout au Québec. ✕

EN AGRICULTURE, IL EST GRAND TEMPS QU'ON PARLE DE BIEN-ÊTRE DES... HUMAINS

Près de la moitié des agriculteurs québécois ont un niveau élevé de détresse psychologique, une proportion beaucoup plus élevée que dans la « population générale ». C'est ce qui ressort d'une étude menée par la candidate au doctorat en psychologie à l'Université du Québec à Montréal, Ginette Lafleur, auprès de 1 500 producteurs laitiers du Québec, de la France et de la Suisse.

La chercheuse s'est vite rendu compte, avec cette étude, qu'elle avait mis le doigt sur le bobo. « J'avais laissé trois lignes à la fin du questionnaire pour recueillir des commentaires. Je me suis retrouvée avec 125 pages de commentaires. Il y avait de la colère, de l'isolement, de la tristesse. Les gens avaient besoin de parler. »

Imprévisibilité de la météo, paperasse à remplir, problèmes financiers, problèmes de santé physique, charge de travail élevée... Voilà quelques-uns des facteurs qui augmentent le niveau de stress et de détresse psychologique chez les agriculteurs, souligne la chercheuse. « D'autant plus que diriger une entreprise agricole aujourd'hui, c'est comme conduire une formule 1, illustre-t-elle. On est à l'ère de la performance et de la vitesse et ça met la santé mentale de nos producteurs à risque. »

COMMENT SE PROTÉGER?

Épuisés par leur travail, mais trop passionnés pour arrêter, 4,8 % des producteurs interviewés par Mme Lafleur ont déjà eu des idées suicidaires sérieuses. « Pour eux, l'agriculture est plus qu'un moyen de subsistance. C'est un moyen d'existence. »



Ginette Lafleur

L'appui des proches et l'accès à des ressources de soutien et de répit agissent alors comme un pare-choc contre cette détresse psychologique, explique Ginette Lafleur.

Pour elle, il est primordial d'en parler. « En agriculture, on parle toujours de bien-être animal. Il est grand temps qu'on parle de bien-être des humains. » **A.D. ✕**



« La détresse psychologique peut être présente dans toutes les productions; aucune n'est épargnée. C'est un sujet qu'on a de la difficulté à aborder. Pourtant, nous prenons soin de notre terre et de nos animaux plus que de notre santé. Nous sommes victimes de notre passion. L'ambition fait parfois périr son maître. »

— Marcel Papin, président de la Fédération de l'UPA de Lanaudière

DÉTRESSE AU MASCULIN : PARLONS-EN!

« Les hommes n'ont pas d'émotions... et les agriculteurs encore moins. » C'est à partir de ce mythe que Philippe Roy, professeur invité à l'École de travail social de l'Université de Montréal, a amorcé ses recherches en santé mentale en agriculture.

Le chercheur s'amuse à désamorcer ce stéréotype en soulignant l'importance de lever les tabous entourant la détresse psychologique chez les hommes en milieu rural.

« Quand un homme me dit : "Ça fait 10 ans que je n'ai pas consulté de médecin et j'en suis fier", c'est parce qu'il est ancré dans cette perception très traditionnelle et stéréotypée de la masculinité », explique Philippe Roy. Ces hommes, ajoute-t-il, ne sont pas sensibles aux symptômes de stress et ignorent les services psychosociaux disponibles autour d'eux. Advenant une situation de grand stress, ils risquent d'atteindre rapidement le fond du baril.

LE VENT TOURNE

Selon Philippe Roy, de plus en plus d'agriculteurs jugent cette mentalité dépassée et sont fiers de conserver un équilibre de vie. « Je veux travailler de manière acharnée pour faire plaisir à mon père, mais je veux aussi être un père présent pour mes enfants comme les autres gars de ma génération », a affirmé un participant à l'étude de Philippe Roy. Le chercheur soutient que de plus en plus de producteurs prennent des congés et sortent voir des amis, ce qui a des conséquences positives sur leur bien-être psychologique.

En cas de détresse, ces producteurs savent prendre le taureau par les cornes. « Ils n'attendent pas que le tracteur boucane noir avant d'aller le faire réparer », illustre M. Roy. Pour lui, il reste néanmoins des stéréotypes masculins à briser. « C'est pourquoi il faut lutter pour que la demande d'aide psychologique devienne un geste de courage et de fierté et non un geste de honte. » **A.D. ✕**



Philippe Roy

FORMÉS POUR FAIRE LA DIFFÉRENCE EN AGRICULTURE

PIERRE-NICOLAS GIRARD, CONSULTANT

RESPONSABLE DU DOSSIER DE LA SANTÉ PSYCHOLOGIQUE À L'UPA

Il arrive souvent que des personnes travaillant au quotidien avec les agriculteurs et les agricultrices s'inquiètent de la santé psychologique de leurs clients, mais avouent ne pas savoir comment réagir. Pourtant, dans bien des cas, la relation privilégiée qu'ils ont avec les producteurs fait d'eux des confidents de premier plan. Une simple conversation peut constituer une sonnette d'alarme qui dévoile un mal-être.

Voilà la raison pour laquelle l'UPA a fait équipe avec l'Association québécoise de prévention du suicide dans la production d'une déclinaison agricole de la formation sentinelle. Dans sa forme originale, cet atelier vise à apprendre à repérer les personnes en difficulté et à les mettre en contact avec des ressources capables de leur venir en aide. On dénombre encore trop de cas de suicide dans les différentes régions du Québec, et ce, dans tous les secteurs de production agricole.

L'Union souhaite offrir la déclinaison agricole de la formation aux personnes qui se rendent régulièrement dans les fermes dans le cadre de leur travail, soit aux vétérinaires, inséminateurs, contrôleurs laitiers, conseillers en production ou en gestion, comptables, etc. Ce sont souvent les premiers à constater des changements d'humeur chez les producteurs. La formation sera également offerte aux responsables locaux et régionaux du dossier santé psychologique dans le réseau UPA.

Pour les deux prochaines années, l'objectif est d'organiser pas moins de 50 formations sentinelle sur le territoire québécois. À terme, plus de 600 personnes contribueront, sur le terrain, à l'amélioration de la santé psychologique des agriculteurs.

Ces « sentinelles agricoles » auront été formées pour reconnaître les signes de détresse. Elles sauront mieux comment réagir pour aider les producteurs et les diriger vers les ressources spécialisées disponibles dans la région.

Les formateurs responsables de la déclinaison agricole de la formation sentinelle seront disponibles dans toutes les régions d'ici le début du mois de juin 2016 avec un matériel adapté à la réalité et au vécu des producteurs et productrices.

Déjà, des corporations professionnelles, des fournisseurs d'intrants et de services ainsi que diverses associations de professionnels de l'agroalimentaire ont démontré de l'intérêt pour organiser des formations pour leurs membres.

La démarche que l'UPA propose n'est rien de moins que le déploiement d'une chaîne de solidarité réunissant des intervenants qui, de façon concertée, contribueront à réduire les risques de suicide. ✕

Après avoir suivi une formation sentinelle, chacun est libre de remplir ou non cette fonction. Dans tous les cas, la formation demeure un excellent moyen de sensibilisation au vécu difficile de certains producteurs. Deux règles de base demeurent : confidentialité et respect.

MAURICIE

UNE CERTAINE JOURNÉE D'OCTOBRE

TÉMOIGNAGE D'UNE SENTINELLE, EMPLOYÉE DE LA FÉDÉRATION DE L'UPA DE LA MAURICIE

« Un certain mardi d'octobre, je reçois un appel d'un producteur inquiet pour la santé de son voisin, lui aussi producteur. Le transporteur laitier lui a raconté que plus tôt en journée, il avait trouvé un message sur la porte de la chambre à lait lui indiquant de ne pas ramasser le lait. Le voisin me dit avoir remarqué un changement de comportement chez ce producteur, qui est devenu renfermé, triste, voire même parfois agressif.

À la suite de cette conversation, je recueille des renseignements sur les raisons possibles de la détresse du producteur afin d'évaluer l'urgence de la situation. J'apprends qu'il a vécu plusieurs épreuves difficiles récemment, dont la perte de son père et une rupture amoureuse importante. Il éprouve également quelques ennuis de santé et il travaille presque toujours seul.

Sur le coup, impossible de prendre contact avec le producteur au téléphone. Même les agriculteurs du voisinage ne l'ont pas vu depuis un certain temps. La situation est suffisamment critique pour qu'il s'avère nécessaire de faire appel au Centre de prévention du suicide. Au bout du fil, un intervenant attentionné me conseille de tenter de joindre à nouveau le producteur. Finalement, celui-ci répond et me permet de le référer à des intervenants compétents. Ouf... quelle dose d'émotion ces situations nous font vivre!

En tant que sentinelle, mon rôle est de créer le lien entre la personne dans le besoin et les ressources du milieu capables de lui venir en aide. Pour la personne en détresse, l'important est de consulter un professionnel de la relation d'aide habilité à la faire cheminer, à lui faire envisager les choses sous un autre angle. ✕





AGIR EN CONCERTATION ET LEVER LES TABOUS

Le constat est brutal : en matière de santé psychologique, de maladie mentale ou de situation de détresse, les agriculteurs consultent très peu ou pas du tout! Parmi les raisons données, on entend souvent le manque d’accessibilité des professionnels de la santé en raison des horaires atypiques de travail dans les fermes.

Les intervenants sociaux admettent avoir de la difficulté à rejoindre les producteurs et connaissent peu leur réalité professionnelle. De leur côté, les agriculteurs en savent très peu sur les services offerts par les réseaux de santé, les centres de prévention du suicide et autres groupes bénévoles présents dans nos milieux.

Nos perceptions, alimentées par les débats publics, se limitent souvent à ce qui ne fonctionne pas dans le système de santé. Or, lorsqu’on y regarde de plus près, on découvre qu’il y a, partout sur le territoire, de nombreux professionnels et des ressources compétentes en santé psychologique qui ne désirent qu’une chose : répondre adéquatement aux besoins des communautés rurales et des familles agricoles.

Inspiré par ces intervenants et avec l’objectif d’adapter les services aux besoins des producteurs, le plan d’action de l’UPA en santé psychologique propose la tenue de rencontres entre les représentants agricoles et les intervenants médicaux et sociaux œuvrant en région.

Présenter le contexte moderne du travail du producteur, faire valoir ce que cela représente de préserver l’équilibre entre travail et famille et de gérer le stress imposé par les règles de productivité et d’efficacité, voilà une responsabilité qui incombe aux divers groupes qui forment l’Union.

Ainsi, au cours des prochains mois, chaque fédération régionale de l’UPA sera appelée à planifier des rencontres avec les intervenants sociaux et médicaux de sa région afin de faire connaître la réalité des producteurs agricoles et de leur famille. Déjà, des initiatives menées au niveau local et régional ont donné d’excellents résultats : rencontres avec des équipes d’intervenants sociaux dans les CLSC, visites de fermes en autobus, forums régionaux, etc.

Ces démarches doivent viser une amélioration de l’offre de services en santé mentale pour la clientèle agricole (heures de rendez-vous, visite du producteur à la ferme, bilan de santé, etc.).

Nous devons aussi collectivement travailler à faire tomber les tabous entourant la santé mentale et faire en sorte que le fait de consulter dans les moments difficiles soit perçu comme un geste faisant partie des saines habitudes de vie. P.-N.G. ✕

« La Fédération de l’UPA du Bas-Saint-Laurent s’est toujours souciée de la santé psychologique des agriculteurs et plusieurs actions ont été menées au cours des dernières années : formation de sentinelles, porteur de dossier en poste dans chaque syndicat local et création d’une liste d’organismes susceptibles de venir en aide aux agriculteurs. La forte participation au Forum sur la santé psychologique du 27 avril dernier démontre l’importance d’agir rapidement et en concertation. C’est aussi un signe que tous, productrices et producteurs, intervenants socioéconomiques et de la santé, ministères et groupes-conseils sont préoccupés par la situation. Mon souhait : donner suite à cette journée en mettant rapidement en place un plan d’action régional en concertation avec les intervenants du milieu. »

— Gilbert Marquis, président de la Fédération de l’UPA du Bas-Saint-Laurent

Liste des responsables du dossier de la santé psychologique à l’UPA

RÉGION	RESPONSABLE	CONTACT
Abitibi-Témiscamingue	Linda Lavoie	819 762-0833, poste 321
Bas-Saint-Laurent	Frank St-Pierre	1 800 463-8001, poste 3103
Capitale-Nationale—Côte-Nord	Gabrielle Émard	418 872-0770, poste 238
Centre-du-Québec	Marc Dessureault	819 519-5838, poste 165
Chaudière-Appalaches	Frank St-Pierre	1 888 938-3872, poste 3103
Estrie	Valérie Giguère	819 346-8905, poste 124
Gaspésie	Marc Tétreault	418 392-4466, poste 208
Lanaudière	Annie-Claude Moreau	450 753-7486, poste 235
Mauricie	Annie Gagnon	819 378-4033, poste 240
Montréal	Katerine Montcalm	450 454-5115, poste 6228
Outaouais-Laurentides	Emilie Caron	450 472-0440, poste 223
Saguenay—Lac-Saint-Jean	Lise Tremblay	418 542-5666, poste 230

QUI APPELER EN CAS DE DÉTRESSE?

CENTRES DE PRÉVENTION DU SUICIDE

En cas de détresse psychologique, le centre de prévention du suicide (CPS) de votre région est en mesure d'intervenir rapidement. Les CPS offrent un service d'intervention téléphonique 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 au 1 866 APPELLE (277-3553) ainsi que des rencontres individuelles au bureau, au CLSC ou à la ferme.

ACFA

Au cœur des familles agricoles (ACFA) est une porte d'entrée sur les ressources en santé psychologique (450 768-6995). Ses travailleurs de rang vont à votre rencontre et sont toujours disponibles. L'ACFA a mis sur pied une maison de répit à Saint-Hyacinthe, qui permet aux familles agricoles en difficulté de prendre du repos.

TRAVAILLEUR DE RANG

Les travailleurs de rang œuvrent auprès des producteurs. Présents pour l'instant dans trois régions (Laurentides, Montérégie, Bas-Saint-Laurent), ils se déplacent sur le terrain. Ils sont une ressource de première ligne pour les agriculteurs qui souffrent de détresse psychologique et interviennent aussi en aval en organisant des activités de sensibilisation du milieu agricole à l'importance de prendre soin de sa santé mentale.

CLSC

Vous pouvez vous présenter dans un CLSC près de chez vous où un travailleur social évaluera vos besoins. Puis, il vous proposera des suivis individuels ou des services de groupe. Il se peut également que vous soyez redirigé vers le réseau communautaire. Attention : il peut y avoir une liste d'attente.

GROUPES COMMUNAUTAIRES

Dans plusieurs régions du Québec, des services de soutien sont offerts par des groupes bénévoles. Parmi ceux-ci, mentionnons Agri-ressources dans les Bois-Francs, Partage au masculin dans la Chaudière-Appalaches et À cœur d'homme à Québec.

RESSOURCES PRIVÉES

Vous pouvez toujours faire appel à un psychologue pour une consultation au privé. Pour en trouver un, vous pouvez utiliser le service de référence en ligne ou téléphonique (1 800 561-1223) de l'Ordre des psychologues du Québec. Le Groupe Pro Santé offre aussi un service de référencement et une ligne d'urgence 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. ✕



N'hésitez pas à parler de votre santé psychologique à votre médecin ou à appeler Info-Social au 811. De plus, les personnes en détresse et leur entourage qui s'inquiète peuvent composer le 1 866 APPELLE.



« En Mauricie, nous avons été confrontés dans les derniers mois à plusieurs cas criants de détresse psychologique. Bien que plusieurs de nos administrateurs et employés aient reçu la formation de sentinelles, la décharge d'émotion ressentie quand un tel événement survient me permet de constater qu'une formation spécifique pour le monde agricole devrait être dispensée à nos sentinelles et aux intervenants de première ligne. Les 24 premières heures dans de telles situations sont déterminantes et la mise en place de cellules de crise pourrait sauver des vies.

Malheureusement, la réalité du monde agricole ne donne pas toujours aux producteurs la possibilité de mettre leurs entreprises de côté pour reprendre haleine. Nous avons la chance, en Mauricie, de pouvoir compter sur une maison d'hébergement, l'Accalmie, pour permettre aux personnes en difficulté du sud de notre territoire de décompresser un peu, mais cette ressource n'est malheureusement pas accessible sur l'ensemble du territoire. L'entraide est alors primordiale. Soyez attentif et sensible aux signes de détresse de vos voisins, amis et parents. Dirigez rapidement la personne vers le Centre de prévention du suicide au moindre doute, mais surtout, soyez prêt à donner un coup de main pour la continuité de la vie à la ferme. Personne n'est complètement à l'abri dans ce domaine. »

— Jean-Marie Giguère, président de la Fédération de l'UPA de la Mauricie



« S'occuper de la santé psychologique des producteurs agricoles, c'est d'abord et avant tout briser le silence qui entoure les problèmes de santé mentale. Quand on parlera de la dépression comme on parle de la grippe ou d'une crise cardiaque, alors là, on pourra dire qu'on a réussi à faire tomber les tabous. »

— Richard Maheu, président de la Fédération de l'UPA d'Outaouais-Laurentides

UNE TRAVAILLEUSE DE RANG SUR LE PLANCHER DES VACHES

Depuis que Meg Delisle a été embauchée comme travailleuse de rang par Écoute agricole des Laurentides l'automne dernier, son téléphone ne déroutait pas. « De plus en plus de producteurs connaissent le service de travailleur de rang », se réjouit la jeune femme, qui a déjà répondu à 55 demandes d'aide.

Meg Delisle répond aux appels d'aide et offre du soutien psychologique aux producteurs. Le service est gratuit et confidentiel. « Le but est d'abord de briser l'isolement. Les gens me contactent, je les écoute. Des fois, ils ont juste besoin de décompresser », souligne-t-elle. Dans des cas plus problématiques, la travailleuse de rang rencontre rapidement l'agriculteur, à la ferme ou dans un lieu neutre. « Je désamorce la crise. Ensuite, je peux offrir de l'aide et de l'accompagnement personnalisé ou je dirige le producteur vers les ressources appropriées. »

Meg Delisle sillonne aussi les rangs de sa région pour faire connaître ses services et sensibiliser les agriculteurs à l'importance d'une bonne santé psychologique. Elle s'est déjà arrêtée dans 130 fermes et espère pouvoir rencontrer les 1 200 producteurs des Laurentides dans les prochaines années.

POUR DES AGRICULTEURS EN SANTÉ

L'idée de créer l'organisme Écoute agricole des Laurentides est venue d'un producteur de la région, Bernard Laurin. « Dans plusieurs rencontres où il allait, il entendait que ça prenait une région en santé. Il s'est dit que pour ça, ça prenait des agriculteurs en santé », relate Mme Delisle.

Pour y arriver, elle estime qu'il est important d'avoir des ressources en santé psychologique qui sont au fait des particularités du secteur agricole. « Les services ne sont pas toujours adaptés à la réalité du milieu, d'où l'importance des travailleurs de rang. Je suis un pont entre les producteurs et les ressources d'aide », soutient celle qui a d'ailleurs grandi dans une ferme laitière.

Au cours des derniers mois, au-delà de 85 % des demandes d'aide reçues par Meg Delisle sont provenues du secteur laitier. « La dernière année a été particulièrement stressante pour eux », explique la travailleuse de rang. ✕



« Dans le cadre de rencontres concernant la santé psychologique, les administrateurs des syndicats locaux de notre région ont pu échanger avec des responsables de centres de prévention du suicide et d'agences de santé. Les discussions ont porté sur les services disponibles et les différents outils pour intervenir en cas de besoin. Il s'agit d'une occasion pour tisser des liens avec les experts du domaine et discuter des besoins des agriculteurs tout en présentant l'environnement dans lequel nous œuvrons. Ces rencontres sont la preuve que la dimension humaine derrière le travail des agriculteurs de métier est très importante pour notre organisation. »

— Normand Lemieux,
président du Syndicat local
de l'UPA d'Abitibi



« Les producteurs agricoles mettent le temps qu'il faut pour entretenir leur machinerie et soigner leurs animaux. Par contre, plusieurs hésitent encore malheureusement à mettre le temps qu'il faut pour se soigner eux-mêmes et entretenir leur santé psychologique. Qu'il s'agisse d'une machine, d'un animal ou d'un être humain, la prévention permet d'agir avant qu'il ne soit trop tard. Le suicide n'est jamais une option! »

— James Allen, président du comité de prévention et vice-président
de la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches

LA MAISON DE RÉPIT : UN BAUME SUR LE CŒUR

Au cœur des familles agricoles (ACFA) offre aux producteurs la possibilité de séjourner dans la maison de répit de l'organisme, située à Saint-Hyacinthe. Entretien avec son nouveau président, Jaclin Bisailon.

QU'EST-CE QUE LA MAISON DE RÉPIT?

C'est un endroit calme et discret où l'on peut rencontrer une intervenante qui nous écoute, nous comprend et nous conseille. C'est un lieu où on récupère et où on oublie complètement notre travail à la ferme.

SI LE PRODUCTEUR PREND DU REPOS, QUE SE PASSE-T-IL ALORS DANS SA FERME?

Lorsqu'un agriculteur se rend à la Maison de répit, on s'assure qu'il reçoit de l'aide à la ferme pendant son absence. On l'aide à trouver quelqu'un en remplacement, peu importe sa production.

QUI PEUT BÉNÉFICIER DE CE SERVICE?

Tout le monde du milieu agricole : les agricultrices, les agriculteurs, la relève, etc. Les conjoints et conjointes sont aussi les bienvenus. La Maison est située à Saint-Hyacinthe, mais les gens viennent de partout au Québec.

COMMENT FAIT-ON POUR SÉJOURNER DANS LA MAISON DE RÉPIT?

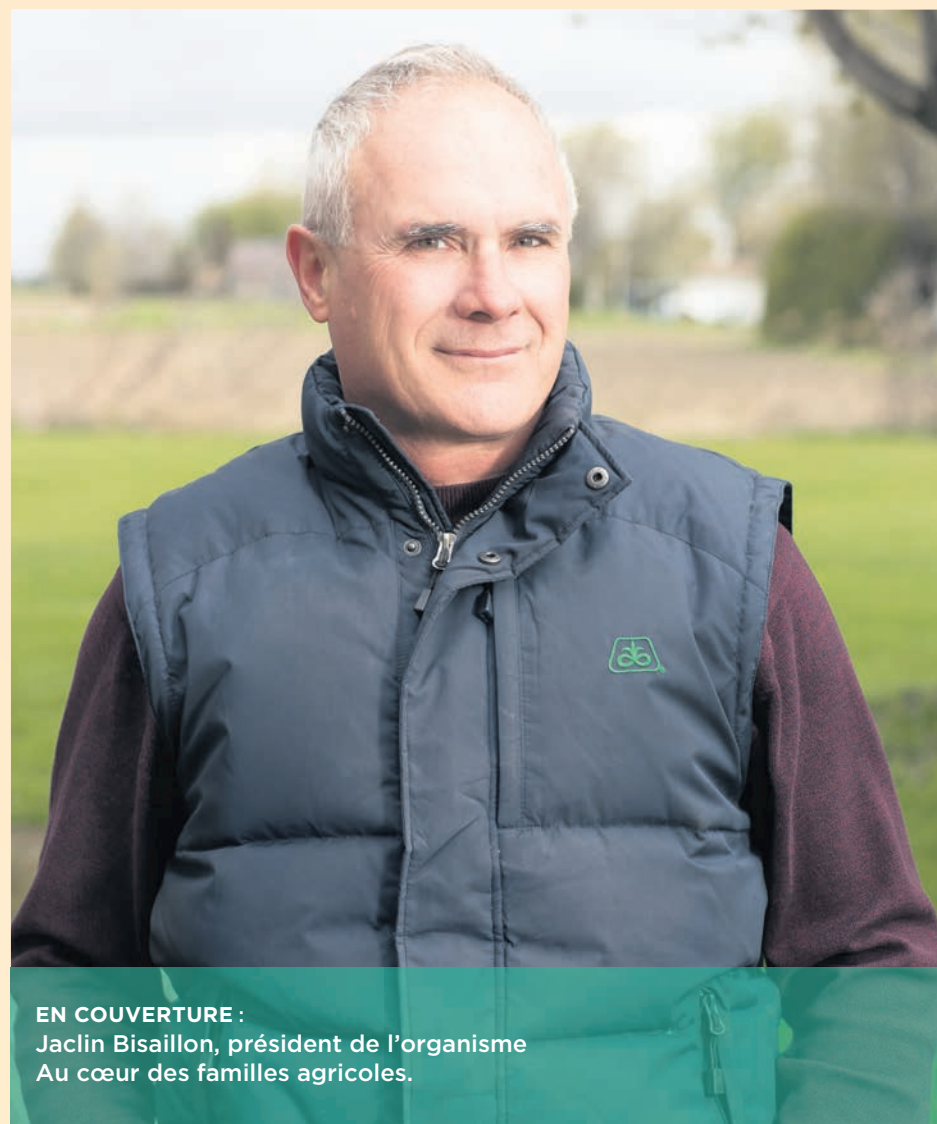
On est assez connus au Québec. Les producteurs qui ont entendu parler de l'ACFA et de la Maison de répit nous appellent. On répond automatiquement, 24 h sur 24, 7 jours sur 7 (450 768-6995). Si on est capables de diriger rapidement les gens vers un organisme près de chez eux, on le fait. Dépendamment des problèmes qu'ils vivent, on peut aussi les rencontrer à leur résidence ou dans un lieu neutre, ou leur offrir de venir passer un moment à la Maison de répit.

COMBIEN ÇA COÛTE?

C'est gratuit!

LORSQU'ON ARRIVE SUR PLACE, QUE SE PASSE-T-IL?

Le producteur est accueilli par un travailleur de rang qui le prend en charge. Cet intervenant discute avec lui et l'écoute. Si parfois cela dépasse nos compétences, on le réfère aux ressources appropriées.



EN COUVERTURE :
Jaclin Bisailon, président de l'organisme
Au cœur des familles agricoles.

ET CETTE MAISON, ELLE RESSEMBLE À QUOI?

Elle ressemble à une maison familiale. On a quatre chambres, une cuisine joliment aménagée, une belle salle à manger, deux salons pour se reposer et jaser. C'est bien décoré : tout a été pensé pour que ce soit accueillant, paisible et confidentiel. Il y a un grand terrain avec des arbres matures et une terrasse. Les gens peuvent s'y détendre.

COMBIEN DE TEMPS PEUT-ON PASSER À LA MAISON DE RÉPIT?

Les producteurs peuvent y demeurer d'un à trois jours. ✕



« Vous le savez, le métier d'agriculteur n'est pas de tout repos. Les facteurs de stress sont nombreux et notre mode de vie n'aide pas non plus puisque notre ferme est à la fois notre lieu de travail et notre milieu de vie. En Montérégie, nous pouvons compter sur l'organisme Au cœur des familles agricoles, qui a ouvert en 2013 la première maison de répit entièrement dédiée aux agriculteurs. Malgré tout, nous devons rester vigilants puisque les signes de détresse sont parfois subtils et passent inaperçus. Nous pouvons faire la différence en étant à l'écoute. »

— Christian St-Jacques, président de la Fédération de l'UPA de la Montérégie

LANAUDIÈRE

UNE TABLE DE CONCERTATION RÉGIONALE SUR LA SANTÉ PSYCHOLOGIQUE

Depuis huit ans déjà, la Fédération de l'UPA de Lanaudière siège à la Table de concertation régionale sur la santé psychologique des familles agricoles lanaudoises. Le mandat de la Table est de mobiliser les partenaires régionaux qui gravitent dans le milieu, tels que vétérinaires, médias, entreprises diverses, etc., et d'intervenir auprès des familles agricoles pour soulager leur détresse psychologique. Tout s'oriente autour de trois axes :

- Créer un lieu d'échanges et de soutien en ce qui concerne la problématique du suicide dans le secteur agricole;
- Planifier des activités de prévention, de formation, de sensibilisation et d'information;
- Faire connaître des ressources de la communauté qui peuvent soutenir les familles agricoles.

Voici les éléments du plan d'action de la Table de concertation :

- Une publicité sur la prévention du suicide : parution trimestrielle dans les journaux locaux et dans *La Terre de chez nous*, et envoi à tous les producteurs de Lanaudière;
- Un bottin des ressources, qui contient les numéros de téléphone des différents organismes d'aide;
- La « run de moulée », qui permet à une intervenante du Centre de prévention du suicide de Lanaudière d'accompagner un livreur de moulée de La Coop Profid'Or afin de rencontrer des producteurs pour discuter avec eux de leurs préoccupations, tout en donnant des informations sur les services du Centre ainsi que sur la mission de la Table. Plus d'une centaine d'agriculteurs ont été rencontrés grâce à cette activité;
- La formation *Agir en sentinelle* pour la prévention du suicide dispensée à des producteurs, des administrateurs et des intervenants du milieu agricole, et dont le contenu a été adapté;
- Des outils promotionnels pour faire connaître la Table afin de recruter de nouveaux membres et de sensibiliser les équipes de santé du territoire. ✕

CAPITALE-NATIONALE—CÔTE-NORD

UNE JOURNÉE POUR LA SENSIBILISATION

En février dernier, une vingtaine de producteurs se sont rassemblés à Québec pour une journée de sensibilisation sur la santé psychologique. Trois conférences ont été présentées :

- Santé psychologique : portrait de la région de Charlevoix, par Mélanie Gourde, productrice de Charlevoix et porteuse de dossier pour la Fédération;
- La prévention du suicide chez les agriculteurs, par Philippe Roy, professeur à l'École de travail social de l'Université de Montréal;
- Bien vivre son implication, par Stella Paillé, SPB Psychologie organisationnelle. ✕

ESTRIE

DES EFFORTS RÉCOMPENSÉS

En décembre dernier, la Fédération de l'UPA-Estrie a vu ses efforts en prévention du suicide reconnus, puisqu'elle a reçu une des bourses Santé et sécurité du travail décernées chaque année dans le cadre du Congrès général de l'UPA. Ce prix de 1 200 \$ lui a été accordé pour la série de formations *Agir en sentinelle* qu'elle organise en collaboration avec le centre JEVI. « On est vraiment fiers. C'est une belle marque de reconnaissance, d'autant plus que ça vient des producteurs eux-mêmes par l'intermédiaire de l'UPA », s'enthousiasme le vice-président de la fédération, Réal Marcoux. La moitié de cette bourse servira à organiser d'autres formations et un montant de 600 \$ a été remis à JEVI. Six groupes de producteurs et d'administrateurs de l'UPA ont été formés en 2015. Cette année, la Fédération souhaite étendre la formation aux autres intervenants qui gravitent autour du milieu agricole, comme les vétérinaires ou les agronomes-conseils. ✕

« Être producteur agricole ne veut pas dire qu'on n'a pas le droit d'être essoufflé, angoissé ou triste. Ces sentiments nous accablent un jour ou l'autre dans notre vie, mais quand ces souffrances se succèdent et sont combinées à d'autres difficultés, ce n'est pas facile de persévérer et d'imaginer que le soleil reviendra. Pourtant, depuis longtemps, nous avons réalisé l'importance de consulter des spécialistes pour nous aider dans nos entreprises. Cela nous a permis d'améliorer nos pratiques et notre efficacité afin de corriger et de prévenir des problèmes techniques de façon concrète. Si de gros nuages passent par moment, nous sommes responsables de les dissiper, et ce, de la même façon. Quand il est question de notre santé, il ne faut pas régler ça tout seul! Des professionnels peuvent nous accompagner et faire en sorte que le soleil brille à nouveau. »

— Jacynthe Gagnon, présidente de la Fédération de l'UPA de la Capitale-Nationale-Côte-Nord



LE TRAIT D'UNION

LE RAPPORT PRONOVOST, UNE AUTRE ÉTUDE COÛTEUSE QUI N'OFFRE RIEN DE TRÈS CONCRET À LA RELÈVE

On se souvient qu'en février 2015, le ministre de l'Agriculture avait demandé à Jean Pronovost de dresser un inventaire de tous les obstacles auxquels sont confrontés les jeunes de la relève après avoir consulté ceux-ci, puis de lui transmettre son analyse et de formuler les recommandations qu'il jugerait pertinentes.

M. Pronovost est bien connu pour ses critiques à l'égard de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et de certains piliers du secteur agricole comme l'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) et la gestion de l'offre. C'est pourquoi l'Union et la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ) avaient convenu de ne pas participer à cette consultation et de présenter leurs recommandations directement au ministre. Le 8 octobre, à l'occasion d'un grand rassemblement à Montréal, la relève a déposé un mémoire étoffé sur ses aspirations et ses besoins. De plus, on y proposait des solutions concrètes pour rendre l'agriculture plus accessible à la relève.

Le 26 avril dernier, le ministre Paradis a rendu public le rapport commandé un an auparavant à Jean Pronovost. Ce rapport est fort décevant, puisqu'il ne propose rien de très concret pour appuyer la relève québécoise et qu'il relance tout le débat entourant la Loi sur les producteurs agricoles et l'accréditation syndicale en agriculture.

Pour l'essentiel, ce rapport est basé sur les commentaires d'une quarantaine d'entreprises seu-

lement. Il contient des propos recueillis dont il est impossible d'évaluer la représentativité et des conversations traitées qualitativement sans aucune méthodologie préalable.

Les représentants de la FRAQ sont restés sur leur appétit devant ce portrait peu représentatif de la réalité vécue par la jeunesse agricole du Québec. Un portrait qui faisait fi des travaux réalisés quelques mois plus tôt par la Fédération et colligés dans son mémoire intitulé *Les aspirations et les besoins des jeunes qui nourriront le Québec de demain*. Ce document était pourtant le fruit d'un travail très approfondi, basé notamment sur une enquête auprès de 700 membres de la relève.

Le rapport Pronovost, issu d'une démarche financée par l'argent public, paraît très peu crédible. On a l'impression qu'il ne constitue qu'un prétexte pour remettre en question la mise en marché collective et l'accréditation unique. Tout comme le rapport Gagné dans le dossier du sirop d'érable présenté en début d'année, ce rapport tente de légitimer publiquement la nécessité de revoir les grandes lois agricoles.



« Rapport après rapport, consultation après consultation, le ministre Paradis semble rechercher des prétextes pour ne pas agir. Malheureusement, nous subissons au quotidien les conséquences de cet immobilisme et de ce manque de vision et de leadership. Les problématiques sont connues et documentées depuis belle lurette. Nous avons une panoplie de solutions à notre portée, autant en ce qui concerne les banques de terres et de fermes que les améliorations possibles à apporter aux programmes de financement. Pour l'instant, nous sommes pris avec un rapport complaisant, qui ne nous mène nulle part. »

— Michelle Lalancette, présidente de la Fédération de la relève agricole du Québec

10 MESURES POUR AMÉLIORER LE SORT DE NOTRE RELÈVE

AGIR POUR L'ACCÈS AUX TERRES

- ▶ Mettre en place un registre des transactions de terres;
- ▶ Limiter à 100 ha/an la superficie qu'une personne ou entité peut acquérir à des fins autres que le transfert intergénérationnel et la consolidation d'entreprise;
- ▶ Encadrer la location de terres (durée minimale, montants des loyers, priorité au locataire au moment du renouvellement du contrat de location ou du rachat de la terre);
- ▶ Améliorer l'outil Banque de terres et coordonner le tout à l'échelle de la province;
- ▶ Répertoire les terres en friche : imposer des taxes aux propriétaires de parcelles à potentiel agronomique et adopter une réglementation contre les friches;
- ▶ Apporter des bonifications au Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA).

DE L'AIDE PLUS CONSÉQUENTE

- ▶ Ajuster les subventions à l'établissement (adaptation de certains critères et bonification des montants);
- ▶ Appliquer le rabais de 25 % des contributions de la relève à l'ASRA sur une période de cinq ans plutôt que de deux ans;
- ▶ Mieux faire connaître la formule vendeur-prêteur et la relier aux transactions du FIRA.

LA PART STRATÉGIQUE DES CÉDANTS

- ▶ Développer un programme de sensibilisation à la planification du transfert d'entreprise.

Pour en savoir plus : <https://bit.ly/memoire-releve>

LE RAPPORT PRONOVOST EN CHIFFRES

Le coût : 99 056,83 \$

Le temps alloué : 9 mois de promenades au Québec, 5 mois d'attente

Le contenu : des propos et des confidences recueillis dans 47 entreprises

Les résultats : 5 constats déjà connus, 0 solution concrète

QUELQUES MOTS SUR L'ACCRÉDITATION UNIQUE DE L'UPA

L'IMPORTANCE D'UNE ACCRÉDITATION SYNDICALE UNIQUE

- ▶ L'Union est l'organisme accrédité pour représenter l'ensemble des producteurs du Québec. Elle parle au nom de tous les agriculteurs, membres et non membres, et défend leurs intérêts;
- ▶ Alors que les producteurs sont nombreux et dispersés sur le territoire, leurs interlocuteurs (acheteurs, fournisseurs) se comptent sur les doigts de la main. Le regroupement au sein d'une seule organisation permet de rééquilibrer les forces en présence.

LA COTISATION OBLIGATOIRE, UNE QUESTION D'ÉQUITÉ

- ▶ La simple logique veut que si tous les agriculteurs bénéficient des actions de l'organisation accréditée, tous doivent contribuer financièrement à son existence. C'est le principe de la formule Rand.

UNE FORCE COLLECTIVE AU SERVICE DE TOUS

- ▶ Regroupés au sein d'une seule organisation, les producteurs disposent d'une force collective pour défendre leurs intérêts, obtenir des politiques leur permettant d'améliorer leurs revenus, exercer leur profession et se donner des services spécialisés en agriculture dans toutes les régions.

L'UNION OBTIENT UN TAUX D'ADHÉSION DE 95 %

- ▶ L'Union ne fera probablement jamais l'unanimité, mais saviez-vous que 95 % des 42 000 producteurs agricoles du Québec en sont membres? Le membership n'est pas obligatoire et se renouvelle sur une base volontaire.

L'INSTINCT DU « FREE RIDER » N'EST JAMAIS BIEN LOIN

- ▶ Ceux qui réclament la fin de notre modèle syndical en se plaignant d'être brimés par le « monopole de l'UPA » sont en fait des opposants à la mise en marché collective, au syndicalisme en général et agricole en particulier. Parmi ceux-ci, plusieurs veulent d'abord la liberté de ne pas payer... tout en bénéficiant entièrement des retombées positives des actions de leurs pairs. L'UPA n'est pas un monopole; d'autres syndicats et regroupements existent. Elle est en fait l'organisme ayant obtenu l'accréditation après avoir démontré, comme la loi l'exige, qu'elle était représentative de l'ensemble des producteurs et des productrices.

LA SITUATION PLUS ROSE CHEZ NOS VOISINS ONTARIENS?

- ▶ L'idée d'une cotisation obligatoire à un syndicat de son choix, comme c'est le cas en Ontario, rend tellement complexes les activités de financement (les groupes antisyndicaux s'opposent toujours à des augmentations de cotisations) qu'il devient impossible pour les organisations de disposer de ressources leur permettant de rendre les services adéquats.

UN OUTIL POUR SE DÉFENDRE DANS UN ENVIRONNEMENT MONDIALISÉ

- ▶ Actuellement, les agriculteurs de par le monde peinent à se faire entendre, faute d'être représentés et défendus adéquatement par rapport aux acheteurs qui traversent les frontières au gré des profits à réaliser. Les fermes du Québec n'échappent pas à cette conjoncture. Elles ont besoin d'une association forte pour protéger le modèle agricole cher à tous les Québécois.

MATIÈRE À RÉFLEXION

Au détour des années 2000, au terme d'un procès de 10 ans contre l'accréditation syndicale en agriculture, inscrite dans la Loi sur les producteurs agricoles, le juge Jean-Jacques Croteau réaffirmait que cette loi, dans son entier, était plus que jamais nécessaire pour les productrices et producteurs agricoles du Québec.

Il ajoutait que « la raison d'être de l'UPA est plus qu'essentielle parce que le monde de la production agricole se trouve aujourd'hui dans un des moments les plus importants de son histoire. De grandes compagnies agroalimentaires se restructurent et fusionnent. Une nouvelle idéologie s'implante partout dans le monde, évidemment au Canada ».

MOUVEMENT SOLIDAIRE POUR LA SÉCURITÉ DU REVENU

CHAQUE SIGNATURE COMPTE!

Le 21 mars dernier, un groupe d'agriculteurs de la Montérégie qui représente plusieurs secteurs de production ont lancé une pétition réclamant des programmes de sécurité du revenu adaptés aux besoins des producteurs agricoles.

La pétition Mouvement solidaire des producteurs pour la sécurité du revenu en agriculture met l'accent sur les besoins du secteur agricole au regard des programmes **de sécurité du revenu, de gestion des risques et d'investissement à la ferme**.

Des milliers de producteurs se sont déjà joints au mouvement. Si vous n'avez pas encore signé la pétition, nous vous invitons à le faire, car chaque signature est importante!



PÉTITION : MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ DES PRODUCTEURS POUR LA SÉCURITÉ DU REVENU EN AGRICULTURE

Notre secteur offre un fort potentiel économique si on lui donne les moyens de se développer et de répondre à la demande alimentaire.

À l'heure actuelle, La Financière agricole du Québec (FADQ) demande à des groupes de producteurs de faire un choix définitif d'ici le 1^{er} juillet entre les programmes d'Assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) et les programmes Agri-Québec. Pour les producteurs de pommes, pommes de terre, soya et maïs, il ne s'agit pas d'un choix puisque les montants d'Agri-Québec cumulés seraient éventuellement déduits de l'ASRA. Ainsi, en choisissant l'ASRA, les producteurs recevraient peu ou pas du tout de compensation dans les prochaines années. Pour les agriculteurs qui produisent du maïs et du soya consommés à la ferme, si l'ASRA est abandonnée, ces céréales ne seront admissibles à aucun programme de sécurité du revenu. Pour les entreprises hors ASRA et hors gestion de l'offre, il importe également d'améliorer les programmes de gestion des risques. Il faut stimuler les investissements dans les entreprises agricoles afin d'accroître la production ainsi que la productivité. Aussi, il est essentiel que les recommandations unanimes déposées par le Comité ministériel sur la sécurité du revenu soient mises en œuvre pour assurer le développement des entreprises agricoles et offrir aux jeunes de la relève les moyens d'atteindre leurs aspirations.

VOILÀ POURQUOI NOUS, PRODUCTEURS AGRICOLES DE PARTOUT AU QUÉBEC, TOUS SECTEURS CONFONDUS, DEMANDONS AU GOUVERNEMENT, DÈS MAINTENANT :

- ▶ de reporter la démarche de la FADQ visant à ce que les producteurs choisissent entre l'ASRA et les programmes Agri;
- ▶ de rendre admissible le programme Agri-Québec, sans arrimage avec l'ASRA;
- ▶ de mettre en place un programme d'appui au développement des entreprises à deux volets :
 - ▶ un volet régional pour tenir compte des défis supplémentaires, tel l'éloignement des marchés;
 - ▶ un volet spécialisé pour le développement, la transition, l'adaptation et l'amélioration de la productivité;
- ▶ d'ajouter un mécanisme de redressement des marges de référence dans l'application du programme Agri-Québec Plus pour les entreprises sans ASRA et sans gestion de l'offre, afin de soutenir convenablement le revenu des fermes, notamment lors de crises prolongées;
- ▶ d'ajuster, en ASRA, le revenu stabilisé afin qu'il représente les coûts réels de chaque production assurée, et d'inclure le temps de gestion dans la rémunération de l'exploitant.

Nom :

Signature :

Nom de l'entreprise :

Vous pouvez nous retourner cette pétition **par télécopieur au 1 844 306-2375** ou **par courriel : securitedurevenu@gmail.com** ou **par la poste : Pétition (DCVS), 555, boul. Roland-Therrien, bur. 100, Longueuil (Québec) J4H 3Y9**

LA CHRONIQUE DE SAM TURLUPINE

Il y avait trop de sujets sur lesquels j'avais envie d'écrire ce mois-ci. J'avais surtout beaucoup de questions sans réponse qui se bouscuaient dans ma tête. Je vous soumetts donc en rafale le fruit de mes réflexions.

POURQUOI JEAN PRONOVOST A-T-IL ÉCRIT UN AUTRE RAPPORT?

Parce que le ministre le lui a demandé, vous allez me dire. Sans doute! Et puis, il était tout de même assez bien payé pour le faire (pas loin de 100 000 \$). Mais, entre vous et moi, si t'as pas envie de la faire, la job, t'as le droit de refuser. Tant qu'à recueillir des dizaines de pages de problèmes sans en évaluer la portée et donc sans pouvoir proposer des solutions concrètes, mieux vaut s'abstenir!

POURQUOI SYLVAIN CHARLEBOIS EST-IL PUBLIÉ?

On se le demande! Reste que s'il y a quelqu'un qui, à tout coup, réussit à me faire sortir de mes gonds, c'est lui. Il a d'ailleurs été très prolifique ce mois-ci. Le 5 mai, parlant du lait diafiltré, il écrivait : « Les producteurs laitiers du Québec sont les seuls à blâmer pour le borbier dans lequel ils se retrouvent »... après tout, ils n'avaient qu'à ouvrir leur marché aux Américains. Ouf! Pourquoi se compliquer la vie quand on peut faire simple et éviter les analyses qui demandent de la rigueur et du temps?

Le 10 mai, interrogé par une journaliste de *L'actualité*, il remettait ça en déclarant que le temps était venu d'abolir la gestion de l'offre. Selon lui, « les fermes les moins productives devraient disparaître... à la place, de grandes fermes pourraient produire à bas coût, satisfaire les gros transformateurs et concurrencer le lait étranger ». Bravo pour le développement du Québec et de ses régions!

Le 13 mai, il récidivait en accusant l'UPA d'être un problème pour le Québec, en scandant que notre ministre était le seul à s'occuper du bien-être de l'agroalimentaire et finalement que les fermiers-artisans et l'Union paysanne n'avaient pas l'attention qu'ils méritaient! Pour la cohérence, ben on repassera, M. Charlebois!

POURQUOI PARLER DE SANTÉ PSYCHOLOGIQUE?

Le 27 avril, l'UPA a organisé des rencontres sur la santé psychologique dans plusieurs villes du Québec : Rouyn-Noranda, Rimouski, Saint-Eustache, Drummondville, Saguenay, Lévis... Apparemment, plus de 250 personnes y ont participé. Pourquoi tout ce branle-bas? À mon avis, c'est assez simple : pour en parler, enfin! En parler, parce que c'est dans le silence que s'installe trop souvent la détresse psychologique et que le fait de se taire entretient et fait grandir le problème. En parler, parce qu'il faut faire tomber les tabous. En parler parce que c'est l'unique voie pour la guérison. Tous les producteurs que je connais ont dans leurs contacts ou affichés sur la porte de leur frigo des numéros de téléphone importants : le mécanicien, le vétérinaire, le vendeur de moulée, le centre antipoison, le médecin... On devrait y ajouter celui du travailleur de rang ou du centre de prévention du suicide et arrêter de penser que ça n'arrive qu'aux autres! On connaît tous quelqu'un qui a traversé des moments de déprime ou de détresse. Soyons vigilants, à l'écoute et parlons-en! ✕



AVIS DE RECHERCHE:

L'U est à la recherche d'un ou d'une bédéiste.

Vous connaissez bien l'agriculture?
Vous avez un bon sens de l'humour ainsi
qu'un excellent coup de crayon?
Envoyez-nous votre portfolio numérique
(pdf ou encore un lien Web)
à l'adresse suivante : lu@upa.qc.ca.

LES RÉGIONS EN ACTION

PLEINS FEUX SUR LE LAIT DIAFILTRÉ

Ces dernières semaines, la question entourant l'importation du lait diafiltré a largement occupé l'actualité agricole et mobilisé l'ensemble de la province. Rencontres avec les députés, conférences de presse, manifestations, motions à l'Assemblée nationale et à la Chambre des communes, voilà autant de moyens mis en place pour dénoncer l'utilisation sans limites de lait diafiltré importé et faire pression sur le gouvernement fédéral afin qu'il règle ce problème.

Cette situation, qui fait perdre chaque semaine des milliers de dollars à nos producteurs laitiers, menace clairement la pérennité de la politique agricole canadienne du secteur laitier. Pourtant, le problème est connu depuis au moins deux ans, mais le gouvernement tarde à agir. Les producteurs sont exaspérés, à bout de patience. Si le dossier n'est pas réglé ce printemps, il y a tout lieu de croire que les actions de mobilisation s'accroîtront et que les producteurs iront parler au gouvernement plus près et plus fort.



LE LAIT DIAFILTRÉ, EN BREF

QUEL EST LE PROBLÈME?

Le lait diafiltré a été conçu par nos voisins américains pour contourner les tarifs douaniers canadiens et déverser leurs surplus de lait chez nous.

À la frontière, en raison de sa concentration élevée en protéines, le lait diafiltré est considéré comme un ingrédient (substance protéique) par l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Lorsqu'il entre au pays, ce type d'ingrédient est exempt de tarif douanier. Par contre, les normes canadiennes limitent la quantité qui peut être utilisée dans la fabrication de certains produits laitiers, notamment le fromage et le yogourt. Le problème, avec le lait diafiltré, c'est qu'une fois entré au pays, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) le considère comme du lait et permet son addition dans nos fromages et yogourts au-delà de la limite permise.

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DE CET IMBROGLIO?

Le fait que ce produit de substitution entre à pleine porte au Canada, et à faible coût, entraîne de lourdes pertes pour les producteurs laitiers canadiens. En 2014, celles-ci se sont élevées à 200 M\$. En 2015, elles ont atteint plus de 220 M\$.

QUELLE EST LA SOLUTION?

La solution au problème des importations de lait diafiltré est politique. Ou bien celui-ci est considéré comme du lait et il est soumis aux tarifs douaniers, ou bien c'est un ingrédient et son ajout au fromage est limité. Il faut que le gouvernement tranche rapidement une fois pour toutes.

FRONT COMMUN DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Le 12 avril, une conférence de presse s'est tenue à Montréal afin de dénoncer l'inaction du gouvernement fédéral. Le président des Producteurs de lait du Québec, le ministre de l'Agriculture, le président de l'Union, celui d'Agropur et le président des Producteurs laitiers du Canada ont réclamé que le fédéral fasse respecter les normes fromagères. Une liste de 59 transformateurs qui appuient la demande des producteurs de lait a aussi été dévoilée lors de l'événement.



Wally Smith, Bruno Letendre, Marcel Groleau, Pierre Paradis et Serge Riendeau.

UNE MOTION UNANIME À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le 13 avril, la députée de Mirabel, Sylvie D'Amours, de la Coalition Avenir Québec, a déposé une motion d'appui aux producteurs de lait dans le dossier du lait diafiltré. Cette motion a été adoptée à l'unanimité par les députés du Québec.

LES PRODUCTEURS SE RENDENT À OTTAWA

Le 21 avril, près de 150 producteurs laitiers se sont rendus à Ottawa pour soutenir le dépôt d'une motion présentée à la Chambre des communes par Ruth Ellen Brosseau, députée du Nouveau Parti démocratique (NPD) dans Berthier-Maskinongé. Pour l'occasion, une conférence de presse a eu lieu sur les marches du Parlement, ce qui a permis à la députée Brosseau et à d'autres parlementaires de réitérer leur message au gouvernement libéral.



PAS DE DÉCISION, ENCORE DES CONSULTATIONS!

Le 3 mai, le gouvernement a voté contre la motion du NPD qui demandait d'appliquer sans délai les normes de composition du fromage au lait diafiltré. Le gouvernement Trudeau a plutôt décidé de confier le problème au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, qui aura 30 jours pour consulter les producteurs et l'industrie laitière afin de trouver une solution.

LE TON MONTE, DES PRODUCTEURS BLOQUENT PARMALAT À MONTRÉAL

Le 3 mai, dès 4 h du matin, une cinquantaine de producteurs de lait exaspérés se sont rassemblés devant l'usine de transformation Parmalat et en ont bloqué l'entrée avec des bottes de foin.

DES PRODUCTEURS MOBILISÉS AUX QUATRE COINS DU QUÉBEC

MONTÉRÉGIE

Le 11 avril, 400 producteurs de la Montérégie et de l'Estrie sont sortis accompagnés d'une cinquantaine de tracteurs. Ils ont pris d'assaut la rue Principale de Granby pour réclamer qu'Ottawa stoppe l'importation de lait diafiltré en provenance des États-Unis. Ils se sont rendus devant les bureaux du député de Shefford, Pierre Breton, pour exiger du gouvernement qu'il tienne ses engagements et agisse pour que les règles de la gestion de l'offre soient respectées.

Le 5 avril dernier, quelque 250 producteurs de la Montérégie se sont rendus devant les bureaux du député de Laprairie, Jean-Claude Poissant. ✕



À Granby, 400 producteurs et une cinquantaine de tracteurs ont pris d'assaut la rue Principale.

ESTRIE

Le 8 avril, à Lennoxville, une trentaine de producteurs laitiers de l'Estrie et leurs partenaires ont rencontré la députée ministre Marie-Claude Bibeau (Compton-Stanstead), qui était accompagnée de son collègue secrétaire parlementaire à l'Agriculture Jean-Claude Poissant (La Prairie). ✕



CHAUDIÈRE-APPALACHES

Le 6 avril, à la Fromagerie La Bourgade, de Thetford Mines, et le 7 avril, à la Fromagerie La Pépète d'Or, de Saint-Georges, les Producteurs de lait de Chaudière-Appalaches-Sud ont tenu des conférences de presse. Aux deux endroits, une cinquantaine de personnes étaient présentes, principalement des producteurs laitiers, mais aussi des politiciens élus ou leurs représentants. Les copropriétaires des deux fromageries ont expliqué pourquoi il était important pour eux de fabriquer un fromage contenant du lait 100 % canadien, entre autres dans une optique d'achat local et d'économie régionale. ✕



Steve Vallée (ancien propriétaire de la fromagerie La Bourgade), France Fontaine et Pierre Groleau (nouveaux propriétaires), Luc Berthold (député fédéral de Mégantic-L'Érable), Paul Doyon (président de la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches) et Bruno Cyr (président des Producteurs de lait de la Chaudière-Appalaches-Sud).

MAURICIE

Une cinquantaine de producteurs laitiers des régions de la Mauricie et de Lanaudière se sont rassemblés le 6 avril au bureau de la députée fédérale de Berthier-Maskinongé, Ruth Ellen Brosseau, afin de lui signifier leur reconnaissance pour l'appui qu'elle leur accorde à la Chambre des communes. « On veut qu'elle continue à poser des questions et à faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il resserre les frontières, notamment sur la problématique de l'importation du lait diafiltré », ont reconnu Gilbert Perreault, président des Producteurs de lait de Lanaudière, et Yves Lamy, 2^e vice-président des Producteurs de lait de la Mauricie.

À la sortie de ce rassemblement, les producteurs ont profité de la présence en région du premier ministre du Canada, Justin Trudeau, de passage à Trois-Rivières, pour lui transmettre leur message. Pancartes en main, ils ont accueilli le premier ministre, qui a accepté de rencontrer en privé MM. Lamy et Perreault. « M. Trudeau a été très accueillant et semble au fait du dossier. Il nous a affirmé que les quatre ministères impliqués travaillaient de concert pour régler rapidement le problème », a indiqué l'un des représentants des producteurs. ✕



BAS-SAINT-LAURENT

Plus de 225 producteurs se sont réunis à Matane, le 7 avril, devant le bureau du député libéral fédéral d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia, Rémi Chassé. Certains d'entre eux ont même remis des clés au député, de façon symbolique, pour lui signifier que si le gouvernement n'intervient pas, ils seront dans l'obligation de céder leur entreprise. Le député s'est engagé à adresser leur demande à Ottawa pour trouver une solution à long terme. ✕



CAPITALE-NATIONALE—CÔTE-NORD

Le 7 avril, lors d'un point de presse, Richard Bouchard, président des Producteurs de lait de Capitale-Nationale—Côte-Nord, Jacynthe Gagnon, présidente de la fédération régionale de l'UPA, ainsi que Gerry Dansereau, président et copropriétaire de la Fromagerie Les Rivières, ont démontré l'important consensus de la filière laitière pour exiger du gouvernement fédéral qu'il règle le problème des importations de lait diafiltré rapidement, une fois pour toutes. La production laitière est un secteur économique très important dans la région, qui compte 198 fermes, 1 384 emplois directs et indirects, 68 M\$ de production et 9 usines de transformation. ✕



Point de presse à la Fromagerie Les Rivières.

GASPÉSIE-LES ÎLES

Le 8 avril, les producteurs de lait ont rencontré à Carleton-sur-Mer le député libéral fédéral Rémi Massé. Plus de 60 % des producteurs de lait de la région étaient présents, certains venant d'aussi loin que des Plateaux et de Sainte-Anne-des-Monts, d'autres s'étant déplacés en tracteur. Plusieurs agriculteurs d'autres secteurs de production se sont joints à eux afin de démontrer leur appui. ✕



SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Le 22 avril, environ 200 producteurs du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont envahi à pied et en tracteur l'arrondissement de Chicoutimi pour se rendre au bureau du député libéral de Chicoutimi-Le Fjord, Denis Lemieux. Afin que l'on soit en mesure de connaître la situation de chaque entreprise, les producteurs présents ont inscrit les montants de leurs pertes de revenus sur un carton. Tous les cartons ont été remis à Denis Lemieux, en mentionnant que ces chiffres représentaient uniquement les pertes des agriculteurs présents, mais que, pour la région, cela s'élevait à plus de 4 M\$. M. Lemieux a promis qu'il remettrait en main propre ces informations au premier ministre du Canada, Justin Trudeau. La rencontre s'est terminée sur une belle note de soutien de la part de M. Lemieux, qui n'a pas hésité à poser un geste de solidarité envers les producteurs de lait en se versant un sac de poudre de lait sur la tête. ✕



ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Le 12 avril, lors d'un point de presse, les producteurs de lait régionaux et la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue ont démontré l'important consensus de la filière agroalimentaire autour de la question des importations de lait diafiltré. Ils étaient accompagnés des propriétaires des fromageries La Vache à Maillotte, de La Sarre, et Le Fromage au village, de Lorrainville, des représentants de La Coop Val-Nord et de la relève agricole. « Pour la région, cette problématique touche un moteur économique très important. On compte en Abitibi-Témiscamingue 126 fermes laitières ayant une valeur de production de 40,7 M\$ et qui totalisent plus de 828 emplois directs et indirects, de même que trois usines qui génèrent 493 emplois directs et indirects. La contribution de la filière laitière au PIB est de 97,3 M\$ », a déclaré Sylvain Vachon, président de la fédération régionale. ✕



Hélène Lessard, copropriétaire de la fromagerie Le Fromage au village, Danny Lafond, relève agricole et propriétaire de la ferme laitière La Belle Mine à Saint-Bruno-de-Guigues, et Simon Simard, vice-président de La Coop Val-Nord. En bas : Pierre Vachon, président de la fromagerie La Vache à Maillotte, Gabriel Rancourt, président des Producteurs de lait d'Abitibi-Témiscamingue, et Sylvain Vachon, président de la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue.

CENTRE-DU-QUÉBEC

Lors d'un point de presse tenu le 11 avril à la Fromagerie L'Ancêtre en présence de plusieurs producteurs et jeunes de la relève, les principaux acteurs de l'industrie laitière ont exigé du gouvernement fédéral qu'il règle le problème. ✕

OUTAOUAIS-LAURENTIDES

Le 28 mars, plusieurs producteurs d'Outaouais-Laurentides ont donné le coup d'envoi de la présente ronde de représentations régionales lors d'une rencontre avec le député fédéral de Laurentides-Labelle, David Graham, et le secrétaire parlementaire à l'Agriculture, Jean-Claude Poissant. Pour l'occasion, une douzaine de maires, incluant la préfète, des représentants de la chambre de commerce et du CLD, les accompagnaient pour les soutenir. Les producteurs ont su bien démontrer à quel point la problématique des importations de concentrés fait mal dans la MRC d'Antoine-Labelle. Entre mars 2014 et février 2016, les revenus laitiers à la ferme ont diminué de 6,8 % pendant que, de son côté, la production était en augmentation de plus de 12 %. Ces chiffres sont particulièrement percutants dans une région où, depuis le déclin de la foresterie, l'agriculture demeure de loin la principale activité économique. D'autres rencontres de députés ont été organisées depuis à travers la région. ✕

MOBILISER, SENSIBILISER ET INFORMER

LANAUDIÈRE

MANIFESTATION CONTRE LE PROJET D'AÉROPORT À SAINT-CUTHBERT

Le samedi 23 avril, près de 200 personnes se sont réunies à Saint-Cuthbert afin de manifester leur opposition au projet de construction d'un aérodrome dans leur municipalité. La manifestation, suivie d'une conférence de presse, était organisée par la municipalité de Saint-Cuthbert et le comité de vigilance. Plusieurs producteurs inquiets de l'impact d'un tel projet sur leur entreprise ont pris part au rassemblement. Comme cela a été le cas à Mascouche il y a à peine deux ans, le promoteur du projet se sert d'une juridiction fédérale pour empiéter sur la zone agricole. Cette manière de faire démontre à quel point l'intégrité des terres agricoles peut être compromise. Le Syndicat de l'UPA d'Autray, de concert avec la Fédération de l'UPA de Lanaudière, a d'ailleurs demandé un arrêté ministériel pour interdire la construction de cet aérodrome. ✕



LANAUDIÈRE

RELOCALISATION DE L'AÉROPORT DE MASCOUCHE : LE PROJET « PLANE » TOUJOURS...

L'actuel aéroport de Mascouche fermera ses portes en novembre 2016 et sera remplacé par un parc industriel. On se souvient qu'en 2014, cet aéroport devait être relocalisé sur des terres agricoles. La levée de boucliers, notamment la grande manifestation organisée en collaboration avec le comité citoyen du 23 août 2014, a eu raison du projet. Rappelons que le 4 mars dernier, le ministre des Transports, Marc Garneau, a rendu publique sa décision d'interdire l'aménagement d'un aérodrome dans les villes de Mascouche et de Terrebonne, estimant qu'un tel aménagement était contraire aux intérêts publics.

Or, la Corporation de l'aéroport de Mascouche a décidé de revenir à la charge et de présenter une nouvelle proposition d'aérodrome, qui fait actuellement l'objet d'une consultation. Le site retenu serait situé entièrement en zone agricole, à cheval entre Mascouche et Terrebonne. Il occuperait une superficie d'environ 18 ha, dont 1 ha de sol cultivé et 17 ha de boisés constitués en majeure partie de milieux humides.

Pour tenter de bloquer cette nouvelle intrusion en zone agricole, le Syndicat de l'UPA L'Assomption-Les Moulins a déposé un mémoire le 27 avril dernier dans lequel il démontre :

- les impacts négatifs du projet sur le territoire et les activités agricoles;
- l'incohérence du projet selon les règles établies et reconnues par le milieu en matière de développement durable.

« Si ce projet est mis de l'avant, on viendra alors saccager des terres agricoles, des cours d'eau et des milieux humides, notamment des marécages. L'aéroport forcera aussi la coupe d'une grande superficie de boisés, un corridor forestier essentiel à l'intégrité de la Ceinture verte du Grand Montréal », a déclaré Stéphane Sansfaçon, président du Syndicat.

La Ville de Terrebonne, tout comme le Syndicat, s'oppose à ce projet. Une pétition a d'ailleurs été mise en ligne sur le site Internet de la Ville. Tous sont invités à la signer au www.ville.terrebonne.qc.ca. Le Syndicat remercie les municipalités de Terrebonne, de Mascouche, de Charlemagne et de Repentigny, de même que la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) pour leur appui dans ce dossier. ✕



CRI DU CŒUR DES RÉGIONS POUR UN MEILLEUR SOUTIEN EN AGRICULTURE

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Plus de 250 producteurs se sont mobilisés le 25 avril dernier devant le bureau du ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, Luc Blanchette. Ils sont venus dire haut et fort au gouvernement :

- › d'arrêter le processus de vote sur le choix entre l'assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) et les programmes Agri pour les cultures de maïs, de soya, de pommes et de pommes de terre;
- › de réinvestir en agriculture et d'appliquer les recommandations du comité ministériel sur la sécurité du revenu.

En guise d'introduction à la manifestation, Charles-Félix Ross, directeur général de l'Union, s'est adressé aux participants par vidéo afin de clarifier les enjeux dans une conférence intitulée « ASRA vs Agri ou l'art de déshabiller les producteurs ». Pour mieux comprendre ce dossier chaud, on peut visionner cette présentation dynamique et fort éclairante à l'adresse <https://bit.ly/revenu2016>. ✕



ESTRIE

En conférence de presse le 28 avril à Québec, les dirigeants de la Fédération de l'UPA-Estrie, accompagnés de Marcel Groleau, ont dénoncé l'inaction du gouvernement libéral à Québec. Ils constatent que les gestes posés jusqu'à maintenant ne servent qu'à réduire l'efficacité des outils que se sont donnés les producteurs et productrices afin d'organiser la production. Ils ont par ailleurs sommé le ministre Paradis de se concentrer sur les dossiers urgents qui relevaient de son ministère, tels que l'ASRA, la filière acéricole, la relève agricole, la taxation foncière et la stratégie agroalimentaire. ✕



SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Le 28 avril, le conseil d'administration de la Fédération de l'UPA du Saguenay-Lac-Saint-Jean, accompagné de Martin Caron, 2^e vice-président de l'Union, a tenu une activité de presse afin de dénoncer certaines décisions prises par le gouvernement, dont les impacts éventuels sont inquiétants pour l'avenir de plusieurs entreprises agricoles de la région. La consultation ASRA-Agri et la réforme de la taxation foncière font notamment partie des ingrédients douteux de cette nouvelle recette. ✕



UNIS POUR LA RELÈVE

Le 9 avril dernier, aux quatre coins du Québec et pour une deuxième année, avait lieu la Journée Relève, organisée par la Fédération de la relève agricole du Québec, en partenariat avec Desjardins Entreprises. Il y a eu une foule d'activités : parties de sucre, vins et fromages, bières et saucisses, conférences, visites de fermes, etc. La vingtaine d'événements, tenus en simultanée, aura permis de rassembler au-delà de 1 000 personnes, jeunes de la relève et sympathisants, sous un même thème : UNIS.

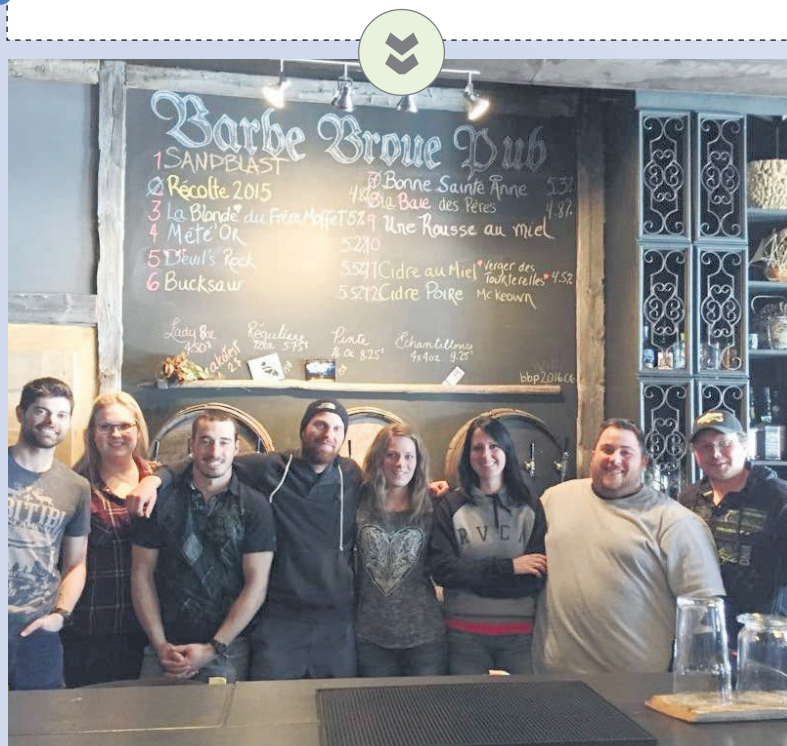
QUELQUES FAITS SAILLANTS DANS LES RÉGIONS

MAURICIE

La Relève agricole de la Mauricie a réussi l'exploit d'attirer une centaine de participants à son activité annuelle de financement à la microbrasserie Broadway Pub, de Shawinigan. Reprenant une formule similaire à celle de l'an dernier, le groupe a préparé une soirée des plus festives : duo de chansonniers, tirage de prix de présence, discours et produits régionaux. Ce menu a plu aux nombreux membres, partenaires et sympathisants présents. « Nous avons rassemblé un beau noyau de jeunes et de moins jeunes dans une ambiance conviviale. L'atmosphère chaleureuse et la bonne compagnie étaient de la partie », s'est réjouie Marie-Christine Brière, présidente de l'association régionale de la relève. ✕

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

En Abitibi-Témiscamingue, les jeunes de la relève ont organisé une visite des nouvelles installations de la Ferme Témistar à Saint-Eugène-de-Guigues, qui comptent maintenant un système de traite robotisé. Les propriétaires ont suscité l'intérêt des quelque 40 visiteurs grâce à leur accueil chaleureux et à leurs explications pertinentes. L'activité s'est poursuivie à la microbrasserie Barbe Broue Pub, où les participants ont pu visiter l'endroit, effectuer des échanges enrichissants et déguster un succulent repas. Aux dires de tous, la journée a été un franc succès. ✕



MONTÉRÉGIE

L'Association de la relève agricole de Saint-Hyacinthe a organisé un souper au Club de golf La Providence, où quatre conférenciers se sont succédé devant la centaine de jeunes présents.

- ▶ Martine Deschamps, conférencière à SynerAction Management, a brisé la glace en abordant les difficultés de communication entre les partenaires d'une même entreprise. S'appuyant sur des cas réels, Mme Deschamps a souligné deux fois plutôt qu'une l'importance d'ajourner les rencontres lorsque les esprits s'échauffent afin de préserver l'harmonie;
- ▶ De son côté, Luc Tellier, des Jardins Picoudi à Saint-Robert, est venu témoigner des causes du succès de son exploitation de jeunes pousses, fondée en 2007. Il s'appuie aujourd'hui sur un solide réseau de distribution pour vendre ses produits dans de nombreuses épiceries et plusieurs restaurants du sud du Québec;
- ▶ Cindy Beaudry, de Saint-Valérien, a par la suite parlé de sa double réalité : celle d'une relève à la ferme familiale Beauport, ainsi que celle de démarreur de l'entreprise EdaNature. Les pièges à éviter? Croire que les réseaux agricoles sont les mêmes que ceux de la distribution et de la commercialisation;
- ▶ Jean-Sébastien Savaria a conclu la soirée en venant témoigner des succès de la Ferme Palagajis, qu'il gère avec son père, ainsi que de son implication à titre de conseiller municipal et de pompier volontaire de Saint-Barnabé-Sud. ✕



CAPITALE-NATIONALE—CÔTE-NORD

De son côté, l'Association de la relève agricole de la Capitale-Nationale—Côte-Nord a convié ses membres à la cabane à sucre L'En-Tailleur, de Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans. Une quarantaine de participants ont pu déguster un copieux repas et se sucrer le bec. Ce rassemblement a permis aux jeunes d'échanger dans une ambiance décontractée et conviviale. Maxime Beaumont, président de l'Association, en a profité pour remettre le prix argent du concours photo Desjardins à Marc-André Bouchard. ✕



Maxime Beaumont, président de l'Association de la relève agricole de la Capitale-Nationale—Côte-Nord, a remis le prix argent du concours photo Desjardins à Marc-André Bouchard.



CENTRE-DU-QUÉBEC

Accompagnés de leur famille, une cinquantaine de jeunes du Centre-du-Québec ont pris part à un dîner de cabane à sucre à l'Érablière La pente douce, de Notre-Dame-du-Bon-Conseil. Les convives ont par la suite assisté à une présentation portant sur le mentorat d'affaires. L'activité s'est terminée par la visite des nouvelles installations de la Ferme Thürler, une exploitation laitière de Sainte-Brigitte-des-Saults. Cette rencontre a permis au Syndicat de la relève agricole du Centre-du-Québec de recruter sept nouveaux membres.

Mentionnons qu'un concours photo a été organisé pour promouvoir l'événement et valoriser la profession. Trois prix ont été offerts, dont celui du public qui a été remporté par Noëlla Beauchemin, membre du groupe de Nicolet. On a profité de l'occasion pour souligner le départ de deux administrateurs, Caroline Allard et Martin Laroche, qui n'ont pas sollicité de nouveau mandat, mais qui demeureront actifs dans leur groupe local respectif. ✕



Noëlla Beauchemin, membre du groupe de Nicolet, a remporté le prix du public.

WWW.VOSAGRICULTEURS.TV

La série www.vosagriculteurs.tv de l'Union permet aux consommateurs de découvrir les dessous de la profession d'agriculteur et certains aspects moins connus de l'agriculture. Chaque mois, à travers une courte vidéo, on peut ainsi faire connaissance avec une famille agricole vedette. Ce mois-ci, rencontrons la famille Wilson, des Serres Noël Wilson et fils, à Saint-Rémi. ✕

COUP DE CHAPEAU

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

L'UPA D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE SALUE ALBERT ALLAIN, UN GRAND BÂTISSEUR!

Le 30 mars, lors d'un cocktail dînatoire, la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue a rendu hommage à Albert Allain, grand bâtisseur de la région et figure de proue du syndicalisme agricole. Tenant à souligner la contribution de cet homme d'exception, les membres du conseil d'administration ont annoncé que les bureaux de la fédération régionale de l'UPA, situés à Rouyn-Noranda, porteraient dorénavant le nom d'« Immeuble Albert Allain ».

C'est dans les années 1950 que ce défricheur et producteur laitier de Rochebeaucourt, en Abitibi, a commencé à s'impliquer à l'Union catholique des cultivateurs (UCC). Président de la Fédération de l'UCC d'Amos, de 1962 à 1967, Albert Allain est, de 1964 à 1966, le premier président – et l'un des fondateurs – du Conseil économique régional du Nord-Ouest québécois (CERNOQ), organisme majeur de concertation régionale. À l'échelle nationale, il est d'abord membre du comité exécutif et premier vice-président général de l'UCC, de 1965 à 1969, puis président général, de 1969 à 1973. Sous sa présidence, l'UCC devient l'Union des producteurs agricoles (UPA) en 1972. Cette année-là, l'Assemblée nationale du Québec adopte la Loi sur les producteurs agricoles.

Âgé de 89 ans, Albert Allain exploite toujours, avec ses fils, une ferme bovine de 75 bêtes et de 1 200 acres à Saint-Laurent, au Manitoba. Présent à l'événement par vidéo, il s'est dit très touché par cette reconnaissance et a partagé cet honneur avec toutes les familles qui ont quitté le sud du Québec pour bâtir le Témiscamingue et l'Abitibi. ✕



GABRIEL RANCOURT, UN PRÉSIDENT PRÈS DE SON MONDE

Nous sommes en 1977 : un jeune homme d'à peine 20 ans fait ses premiers pas dans le syndicalisme agricole. Son nom? Gabriel Rancourt. Douze ans plus tard, il devient président du Syndicat des producteurs de lait d'Abitibi-Témiscamingue. Cette fonction, il l'occupe toujours, 25 ans plus tard! Très proche de ses membres – c'est l'une de ses grandes qualités – Gabriel Rancourt s'investit pleinement, sans compter les heures et les déplacements. Son engagement exceptionnel à la présidence des Producteurs de lait d'Abitibi-Témiscamingue (le nouveau nom du syndicat) mérite assurément un grand coup de chapeau! ✕



CENTRE-DU-QUÉBEC

GRANDE FÊTE POUR LA FAMILLE AGRICOLE 2015

Répondant avec enthousiasme à l'invitation de la Fondation de la famille terrienne, plus de 300 convives de toutes les régions du Québec ont participé à une grande soirée, le 23 avril à Victoriaville, en l'honneur des Lefebvre de Saint-Félix-de-Kingsey. Proclamée Famille agricole de l'année 2015, en marge du 91^e Congrès général de l'UPA, la famille de Robert Lefebvre exploite, avec passion et savoir-faire depuis quatre générations, une entreprise laitière : la Ferme Bois mou, dans la région du Centre-du-Québec.

Dans une ambiance festive et touchante, les Lefebvre ont reçu, non sans émotion, de nombreux témoignages d'appréciation en présence de plusieurs élus politiques et de représentants des entreprises partenaires de la Fondation de la famille terrienne : La Coop fédérée, la Fédération des caisses populaires Desjardins du Québec, le regroupement des familles agricoles lauréates et l'Union des producteurs agricoles. ✕



Le doyen de la famille, Robert Lefebvre, et son épouse, Nicole Marotte.

ESTRIE

LAIT'XCELLENT DE BRONZE POUR LA FERME ROGGUIA DE STANSTEAD

Pour la grande qualité du lait qu'ils produisent, Raymond Favreau et Rachel Guay, de la Ferme Rogguia enr., ont remporté Lait'Xcellent de bronze 2015. L'entreprise de Stanstead compte 120 têtes, dont 40 vaches Holstein en lactation. L'annonce a été faite lors de l'assemblée générale annuelle des Producteurs de lait du Québec, le 13 avril à Mont-Tremblant. La Fédération de l'UPA-Estrie les félicite. ✕

DEUX FROMAGERIES DE L'ESTRIE S'ILLUSTRENT SUR LA SCÈNE CANADIENNE

Deux fromageries artisanales de l'Estrie ont vu leurs produits récompensés au Concours des fromages fins canadiens 2016, au mois d'avril. La Fromagerie Nouvelle France, située à Racine, a raflé pas moins de cinq prix, dont celui du meilleur fromage à pâte ferme avec Le Pionnier, un produit au lait cru de brebis et de vache. La Fromagerie La Station, de Compton, a quant à elle décroché le prix du meilleur fromage à croûte lavée pour son Chemin Hatley, une pâte ferme au lait de vache certifiée biologique. ✕

GALA DES AGRISTARS 2016 : UN SUCCÈS RETENTISSANT

Plus de 330 personnes ont participé, le 6 avril, au 4^e gala des Agristars de la Fédération de l'UPA de la Montérégie, à l'Étoile Banque Nationale du Quartier Dix30 de Brossard. L'objectif de cette grande soirée est de souligner les plus belles réalisations des productrices et des producteurs agricoles de la région. La Fédération y a décerné 32 prix, dans 15 catégories.

MONTÉRÉGIE

France Beaudry est repartie avec le prix Coup de chapeau. Mélanie Manseau et Érick Ménard, des Fermes JMCECM inc., se sont vu remettre le prix Réussite entrepreneuriale, et Jean-François Ménard celui de la Relève Montérégie. Cindy Savard, Marie-Ange Lapointe et Brigitte Pigeon ont respectivement été honorées dans les catégories Agricultrice boursière en formation, Agricultrice accomplie et Agricultrice de l'année. Les administrateurs qui cumulent 15, 20, 25, 30 et 35 ans d'engagement au sein de l'UPA ont aussi vu leur travail salué. Enfin, Sylvain Palardy et Véronique Brodeur, des Jardins MG, ainsi que Sylvain Lefort et Marie-Josée Lebiere, des Serres Lefort, ont accepté le prestigieux prix Ma ferme, Mon monde, la bonne idée en gestion des ressources humaines.

La Fédération remercie les partenaires du gala des Agristars : Boom FM (partenaire Platine), l'Exposition agricole de Saint-Hyacinthe (partenaire Or), La Coop des Frontières, La Coop Uniforce, La Coop Comax et La Coop des Montérégiennes (partenaires Argent Plus), l'UPA, Supérieur Propane et Desjardins Entreprises (partenaires Argent), SCF Montérégie inc. (cocktail) et Promutuel Assurance (vin).

LES LAURÉATS DES PRIX BON COUP

Le Syndicat de l'UPA du Haut-Saint-Laurent ayant obtenu de très bons résultats dans le dossier de la taxation municipale s'est vu attribuer un prix Bon coup. Grâce au travail soutenu des producteurs, 6 des 11 municipalités de la MRC du Haut-Saint-Laurent, qui étaient en processus de révision des taux de taxation foncière pour 2015, ont décidé d'appliquer un taux distinct pour le foncier agricole. Le Syndicat a entrepris une vaste campagne de sensibilisation auprès de la MRC et de ses municipalités. Les représentants du Syndicat ont informé les producteurs tout au long du processus et les ont invités à intervenir auprès de leur municipalité. Le Syndicat réussira-t-il à convaincre les cinq autres municipalités à faire de même dans un proche avenir? On le souhaite de tout cœur.



Les administratrices du Syndicat de l'UPA du Haut-Saint-Laurent, leur président, Michel Hébert, et Marc Gélinas, de Boom Montérégie (premier à gauche).

Pour avoir solidement défendu les intérêts de leurs pairs dans le dossier du futur pôle logistique régional, des producteurs de la municipalité des Cèdres et le Syndicat de l'UPA de Vaudreuil-Soulanges, avec en tête Hubert Leroux et Michel Proulx, se sont eux aussi vu décerner un prix Bon coup. Pour sensibiliser le gouvernement, le grand public et les médias aux impacts qu'aurait l'expropriation de terres agricoles si la mise en place d'un important pôle logistique se faisait en zone verte, les agriculteurs ont tenu de nombreuses rencontres politiques, rencontré les journalistes et organisé des manifestations qui ont eu des échos partout dans la région et au-delà. ✕

FRANCE BEAUDRY : 30 ANS DE SYNDICALISME AGRICOLE

France Beaudry est active dans le syndicalisme agricole depuis pas moins de 30 ans, notamment au sein du Syndicat des agricultrices, du Syndicat de l'UPA de la Ceinture verte, de la Fédération de l'UPA de Saint-Hyacinthe et du comité consultatif agricole de la MRC Vallée-du-Richelieu. Elle a aussi participé aux travaux des conseils d'administration de l'école professionnelle et du cégep de Saint-Hyacinthe. Récemment, elle n'a pas hésité à prendre son bâton de pèlerin pour aller « À la rencontre des producteurs », la grande activité de terrain de l'Union qui permet aux administrateurs de rencontrer et d'échanger avec les producteurs et les productrices sur tout le territoire. ✕



France Beaudry, lauréate du prix Coup de chapeau, en compagnie de Christian St-Jacques, président de la Fédération de l'UPA de la Montérégie.



Les lauréats du prix Bon coup : Hubert Leroux, qui tient le trophée, et Michel Proulx (à sa droite sur la photo) entourés d'administrateurs du Syndicat de l'UPA de Vaudreuil-Soulanges.

PROGRAMME AVANTAGES



POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR

L'Union des producteurs agricoles

COMMENT PARTICIPER?

POUR BÉNÉFICIER DES OFFRES DU PROGRAMME AVANTAGES UPA, UTILISEZ VOTRE CARTE DE MEMBRE DE L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES OU VOTRE CARTE DU PROGRAMME AVANTAGES UPA.

Si vous désirez obtenir une ou plusieurs cartes supplémentaires du programme Avantages UPA pour votre conjoint ou conjointe ou pour vos associés, il vous est possible de faire la demande en ligne, en visitant le programmeavantages.upa.qc.ca.

Si vous avez des questions, si vous éprouvez de la difficulté à faire votre demande en ligne, ou si vous êtes un producteur agricole non membre de l'Union et désirez tout de même obtenir votre carte programme Avantages UPA, contactez-nous au **1 844 521-6757**.

L'Union des producteurs agricoles est heureuse de vous offrir son tout nouveau programme Avantages, un programme au service de tous les producteurs agricoles du Québec (membres et non-membres de l'UPA) pour les soutenir dans leurs projets et leurs ambitions.

QU'EST-CE QUE LE PROGRAMME AVANTAGES UPA?

Le programme Avantages UPA offre différents privilèges chez des partenaires et commerçants de prestige. Ces privilèges peuvent se traduire par des rabais, des remises en argent, des forfaits et autres avantages exclusifs aux agriculteurs

AgriCarte, **Hewitt Équipement Limitée** et le **Groupe Chrysler** sont les actuels partenaires du programme Avantages UPA. Le programme est en constante évolution. Nous vous invitons donc à consulter régulièrement la section *Partenaires* du site Internet pour connaître les nouvelles offres.

Pour en savoir plus : programmeavantages.upa.qc.ca.

PARTENAIRES

AGRICARTE, UNE NOUVEAUTÉ DE DESJARDINS

Faites croître vos bénéfices grâce à un outil de financement offert exclusivement aux producteurs agricoles canadiens.

- Aucuns frais annuels pour l'inscription, l'administration et les cartes supplémentaires de votre compte;
- Deux limites de crédit indépendantes, une pour les achats courants et une autre pour le financement à plus long terme pouvant atteindre jusqu'à 100 000\$;
- Aucun intérêt sur les plans de financement différé;
- Programme de récompenses AgriPoints.

RECEVEZ UN BONI DE 1 000 AGRIPPOINTS À L'ADHÉSION.

Découvrez comment AgriCarte peut travailler pour vous ! Visitez agricarte.ca/upa pour en savoir plus, compléter une demande ou localiser un marchand participant.

AgriCarte



HEWITT ÉQUIPEMENT LIMITÉE

Votre fournisseur d'équipements lourds pour tous les types de travaux à effectuer.

- Des économies pouvant aller jusqu'à 2 500 \$ à l'achat ou au financement des nouvelles machines CAT
- Une grande variété de modèles éligibles
- Les rabais du programme Avantages UPA peuvent être jumelés aux offres en cours chez Hewitt Équipement Limitée

Pour bénéficier du programme Avantages ou pour plus d'informations, visitez le hewitt.ca/upa ou présentez-vous dans l'une de nos succursales.

Hewitt CAT



CHRYSLER

- Pour l'achat d'une voiture ou d'un camion neuf
- Des économies de 750 \$ à 14 500 \$ sur les véhicules 2016 de Fiat, Chrysler, Dodge, Ram et Jeep
- Pour bénéficier du Programme Avantages, présentez-vous chez les concessionnaires participants

Code de Promotion : N5085



CHRYSLER

DODGE



Jeep



SRT



ÇA SE PASSE CHEZ VOUS

BAS-SAINT-LAURENT

LA MRC DE KAMOURASKA LANCE OFFICIELLEMENT SON PDZA

La MRC de Kamouraska a rendu public son plan de développement de la zone agricole (PDZA) le 30 mars à l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) de La Pocatière, devant un parterre d'agriculteurs, de partenaires locaux, de représentants des ministères concernés, d'élus municipaux, dont les maires de la région, et du député provincial de Montmagny, Norbert Morin.

Pour la MRC, le PDZA est un outil axé sur les besoins actuels et futurs du secteur agricole. Il doit permettre de s'approprier, de façon individuelle et collective, le territoire du Kamouraska, reconnu comme le berceau agroalimentaire du Canada. Soucieuse de cibler les enjeux qui concernent réellement les producteurs, la MRC a impliqué ces derniers tout au long du processus d'élaboration du plan, qui se décline en quatre thèmes : agriculture, développement, territoire et société. Au nombre des priorités, il y a :

- la mise en place de mécanismes de concertation qui assureront sa réalisation et le maintien d'une cohabitation harmonieuse sur l'ensemble du territoire;
- la création d'une banque de terres agricoles;
- le développement concerté d'une mise en marché dynamique pour les entreprises de transformation alimentaire du Kamouraska.

On peut consulter le PDZA sur le site de la MRC de Kamouraska au www.mrckamouraska.com/search.php?r=pdza. ✕

LE PROGRAMME DE DRAINAGE ET DE CHAULAGE - SIMPLEMENT INSUFFISANT!

La Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent a vivement réagi à l'annonce de l'enveloppe de 5 M\$ sur trois ans que le gouvernement du Québec accorde au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) pour élargir le programme de soutien au drainage des terres, qu'elle juge nettement insuffisant. L'enveloppe budgétaire allouée, annoncée lors de la présentation du budget provincial du 17 mars, comprend des crédits additionnels de 1 M\$ pour 2016-2017 et de 2 M\$ par année pour les années 2017-2018 et 2018-2019.

Ces montants sont très en deçà de ce qui serait nécessaire pour améliorer la productivité des cultures avec le drainage et le chaulage afin de remettre en production des terres qui ont du potentiel.

« Ce programme est très important pour les agriculteurs du Bas-Saint-Laurent qui doivent composer avec des conditions agronomiques et climatiques moins avantageuses, ce qui diminue les perspectives de rentabilité de leurs investissements. Les modalités d'application du programme étant encore inconnues et puisque l'on ne sait pas encore quelles régions y seront admissibles, le Bas-Saint-Laurent est-il assuré de recevoir sa juste part? » a demandé Gilbert Marquis, président de la Fédération. « Nous sommes toujours en attente d'une rencontre avec le ministre Pierre Paradis à ce sujet. Une demande écrite pour obtenir plus d'informations lui a d'ailleurs été adressée. » C'est un dossier à suivre. ✕

JOURNÉE D'ÉCHANGES SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

Le 18 avril, pour sa toute première journée d'échanges sur le développement de l'agriculture dans la région, la Fédération a réuni une centaine d'intervenants : outre ses administrateurs étaient présents les préfets des MRC, les maires ainsi que les représentants de tous les ministères et organismes socioéconomiques concernés par le développement du territoire bas-laurentien. La Fédération a rappelé la place prépondérante qu'occupent l'agriculture, la foresterie et l'agroalimentaire dans l'économie régionale ainsi que sa contribution au maintien des services et du dynamisme de nombreuses municipalités du Bas-Saint-Laurent. L'activité a permis de faire le point sur les actions entreprises et celles à instaurer pour favoriser le développement de l'agriculture partout sur le territoire. Pour alimenter la réflexion, les participants ont entendu des conférenciers de marque, dont le président général de l'Union, Marcel Groleau. Des capsules vidéo qui faisaient mention des bons coups réalisés dans divers secteurs ont été présentées et des ateliers qui portaient sur les façons dont le Bas-Saint-Laurent pourrait se démarquer ont été offerts.

À la suite des commentaires extrêmement positifs exprimés à l'issue de cette journée, le président de la Fédération, Gilbert Marquis, a conclu en affirmant que « cette rencontre, la première du genre dans le Bas-Saint-Laurent, devra être rééditée ». ✕



ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE, UNE OCCASION DE PARTAGER LES RÉALITÉS RÉGIONALES

Le 30 mars dernier, plus de 60 producteurs ont assisté à une assemblée générale extraordinaire durant laquelle la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue leur a soumis son plan de développement 2016-2019. Le deuxième vice-président de l'Union, Martin Caron, a présenté les dossiers de l'heure : sécurité du revenu et gestion des risques (assurance stabilisation des revenus agricoles, programmes Agri, etc.), stratégie agroalimentaire, mise en marché collective, relève et accaparement des terres, une préoccupation majeure pour les producteurs d'Abitibi-Témiscamingue. ✕

SOUPER AUX SAVEURS RÉGIONALES DANS CHARLEVOIX-OUEST

C'est à Saint-Hilarion qu'a eu lieu, le 2 avril dernier, la traditionnelle soirée sociale du Syndicat de l'UPA de Charlevoix-Ouest. Le menu proposé aux 200 convives mettait en valeur les produits locaux et régionaux. Les administrateurs du Syndicat en ont profité pour saluer la qualité du travail de deux entreprises de la région : la Ferme Deliska pour son prestigieux titre de Maître éleveur décerné par Holstein Canada, et la Ferme Barjo pour la première position qu'elle occupe au Québec, selon l'Indice de performance totale de Valacta. ✕



Remise de prix à la Ferme Barjo.

LA SALMONELLA DUBLIN DANS LA MIRE DES PRODUCTEURS LAITIERS

À l'assemblée générale annuelle des Producteurs de lait de la Capitale-Nationale—Côte-Nord, le 11 mars, le Dr Michel Donnelly, de la Clinique vétérinaire Don-nacona, a fait une présentation concernant la bactérie *Salmonella* Dublin. Celle-ci cause chez le bovin une infection invasive, dont les signes cliniques sont sévères. La capacité de résistance de cette bactérie aux antibiotiques en fait une redoutable maladie. Le risque de pertes animales est élevé et l'infection dans un cheptel peut se propager et perdurer, sans compter que celle-ci est transmissible à l'humain. Au début de 2016, la prévalence de la *Salmonella* Dublin dépassait les 8 % dans les fermes laitières québécoises. Dans la Belle Province, une émergence simultanée de cas chez les humains et les animaux a été observée depuis 2011. Les organismes de santé publique suivent de près les indices de sa présence. Le risque d'infection et le nombre de troupeaux contaminés tendent toutefois à diminuer avec la mise en place de mesures de biosécurité. ✕

VENEZ FÊTER AVEC MC GILLES LES RÉSULTATS DU PROJET DE MOBILISATION DE LA RELÈVE AGRICOLE

Après trois ans d'existence, le projet de mobilisation de la relève agricole de la Capitale-Nationale s'est conclu au mois de mars sur une note positive. Grâce aux efforts conjugués du Forum jeunesse, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et de la Fédération de l'UPA de la Capitale-Nationale—Côte-Nord, ce projet qui visait à favoriser l'établissement de jeunes en agriculture ainsi que leur engagement social et syndical a été un succès. Les organisateurs rendront hommage à trois cédants qui ont particulièrement bien réussi le transfert de leur ferme. Pour marquer le coup, une activité festive, animée par MC Gilles, aura lieu le 3 juin à l'Espace Félix-Leclerc, de Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans. Que la fête commence! ✕

AVIS : ARRÊT IMMÉDIAT ET TEMPORAIRE DE LA PRODUCTION DE BOIS DE 4 PIEDS

Le Syndicat des propriétaires forestiers de la région de Québec (SPFRQ) demande à tous les producteurs qui mettent en marché du bois résineux de 4 pieds de cesser immédiatement leur production, et ce, même si leur contingent d'hiver n'est pas complété. L'usine Kruger Wayagamack est dans l'obligation de transformer moins de bois rond que prévu, sa cour étant pleine. Les inventaires à livrer avant que le bois ne perde sa fraîcheur sont élevés. Tous les chargements qui ne respectent ni la fraîcheur ni la qualité seront refusés. Il est impératif que les producteurs protègent leurs empilements de bois, car les conditions climatiques telles que le soleil, la chaleur et la pluie contribuent à en détériorer rapidement la qualité. Le recouvrement des empilements est une méthode simple qui permet de protéger le bois et d'éviter qu'il ne soit refusé à l'usine.

Les producteurs sont priés d'appeler le secrétariat du SPFRQ pour lui faire part du volume de bois qu'ils ont en stock au 418 872-0770. ✕



L'AUTOCUEILLETTE RÉPERTORIÉE SUR LE WEB

Le site www.autocueillette.com et sa page Facebook proposent aux consommateurs de découvrir les bonnes adresses où récolter eux-mêmes, dans la région de Québec et ses environs, une vaste gamme de fruits et de légumes frais. Plus d'une vingtaine d'entreprises y sont répertoriées par territoire et par production. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles l'autocueillette est une expérience agrotouristique de plus en plus prisée : la fraîcheur des produits, l'achat en circuit court, l'éducation des petits et des grands, une saine alimentation, etc. Vous offrez le service d'autocueillette à votre ferme? Pourquoi ne pas profiter de la vitrine que représente le www.autocueillette.com? Contactez Françoise Bossiroy au 418 872-0770, poste 247. ✕

AutoCueillette.com

Suivez-nous sur Facebook 

DES NOUVELLES DE LA COOP DE REMPLACEMENT DE MAIN-D'ŒUVRE

Vous avez besoin d'un congé? De quelques jours de répit? Vous faites face à une situation inattendue? À une urgence? La Coopérative de solidarité de services de remplacement agricole peut vous donner un sérieux coup de main. Vous aimeriez en savoir plus? Visionnez la vidéo *Un service de remplacement agricole, c'est quoi?*, produite par la Coop de remplacement et présentée en grande première lors de son assemblée générale annuelle du 17 mars. Très concrète, la vidéo d'Ariane Bergeron explique le comment et le pourquoi des services que propose la coopérative et tout le bien qu'elle apporte à la vie des agriculteurs qui en sont membres. À voir absolument et à partager sur YouTube à <https://youtu.be/4ecLWGFczAk>. ✕

LA RELÈVE AGRICOLE, FIÈRE PARTENAIRE DU SALON DES VINS DE VICTORIAVILLE

Pour une première fois, le syndicat régional de la relève agricole a contribué à l'organisation du Salon des vins de Victoriaville. Le partenariat a porté ses fruits. Grâce au travail acharné d'une trentaine de bénévoles de la relève, l'événement qui se tenait le 8 avril a accueilli plus de 900 visiteurs venus découvrir les produits que leur proposaient une quarantaine d'exposants tels que vins, cidres, bières de microbrasseries ou autres produits du terroir d'ici et d'ailleurs. Les bénéfices réalisés lors du Salon serviront à financer de nouveaux projets destinés aux membres de la relève de la région. ✕

UNE ENTENTE GAGNANT-GAGNANT ENTRE LES CHASSEURS ET LES AGRICULTEURS

La Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec a travaillé avec les représentants des conseils de bande d'Odanak et de Wôlinak en vue d'une entente visant à baliser adéquatement les droits d'accès des chasseurs aux terres agricoles. L'entente, que les conseils de bande et le gouvernement du Québec ont approuvée, précise les responsabilités des propriétaires terriens et des chasseurs. Ainsi, les producteurs qui éprouvent des problèmes persistants avec certaines espèces fauniques – dindons sauvages, chevreuils, ours, castors, sauvagine, oies – peuvent désormais faire appel aux chasseurs de la nation Waban-Aki. Pour plus d'information, vous pouvez joindre Suzie O'Bomsawin, du Grand Conseil de la nation Waban-Aki, au 819 294-1686. ✕

L'INCONTOURNABLE PRÉVENTION AUTOUR DES SILOS À GRAINS

Plus d'une quarantaine de producteurs ont pris à part aux activités de prévention concernant les silos à grains que les syndicats locaux de Nicolet et de Bécancour leur ont récemment proposées. Des éléments déterminants ont été revus, expliqués et commentés, tels que les risques associés aux silos, le déplacement du grain, les dangers d'ensevelissement, les difficultés pour les pompiers d'intervenir en situation d'urgence et les responsabilités légales des propriétaires. Les échos que nous en ont donnés les participants sont très positifs. Ils sont unanimes à vouloir recommander l'activité à des confrères agriculteurs. ✕

PORTRAIT DE BENOIT QUINTAL : NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA RELÈVE

Élu récemment président du Syndicat de la relève agricole du Centre-du-Québec (SRACQ), Benoit Quintal apporte sa contribution au mouvement de la relève depuis quelques années déjà. Diplômé en génie agromécanique de l'Institut de technologie agroalimentaire de Saint-Hyacinthe en 2008, il met à profit ses connaissances à la Ferme Halifax, dont il est copropriétaire avec sa conjointe et ses beaux-parents. L'exploitation de Saint-Ferdinand œuvre en productions laitière et acéricole. Très dynamique, Benoit est également superviseur en équipements laitiers et en robotique dans une entreprise de la région. Il devient membre de la relève dès 2009 : c'est là qu'il « attrape la piqure », comme on dit. En 2011, il décide de prêter main-forte au Groupe relève agricole de L'Érable, avant d'accéder à un poste d'administrateur au SRACQ en 2014. Benoit a participé à trois éditions du DéfiFRAQ, l'activité inaugurale du congrès provincial de la Fédération de la relève agricole du Québec. Il est aussi papa de deux enfants et bientôt d'un troisième. Il succède à Martin Laroche qui, après six années passées à la présidence de la SRACQ, a décidé de céder sa place... à la relève! ✕



Benoit en pleine action avec sa fille Zoé.



L'UNION, PARTENAIRE DES GRANDS PRIX DU TOURISME DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES

Tourisme Chaudière-Appalaches a dévoilé, le 1^{er} avril, le nom des 17 lauréats de la 31^e édition des Grands prix du tourisme de la région. Le gala a eu lieu à Saint-Georges devant plus de 200 invités et partenaires de l'événement, dont la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches et Les Fromages d'ici. ✕



Le prix Restauration – Table des produits du terroir a été décerné à l'Auberge des Glacis (L'Islet). Sylvain Bourque, des Fromages d'ici et membre de l'exécutif de la fédération régionale, Nancy Lemieux et Audrey Jade Bherer.



Le prix Agrotourisme et produits régionaux a été remis à La Charloise (Lotbinière). Paul Doyon, président de la fédération régionale, Charles L'Écuyer et Charlotte Reason.

SALMONELLA DUBLIN : LE MOT D'ORDRE EST PRÉVENTION

Le Dr Luc Bergeron, vétérinaire au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), a livré deux conférences sur la *Salmonella* Dublin : l'une à Sainte-Marie le 10 mars, l'autre à Saint-Georges le 26 avril. Ces conférences étaient organisées par les Producteurs de bovins du Québec et les Producteurs de lait de Chaudière-Appalaches-Sud. Cette maladie ne peut être prise à la légère. La biosécurité dans les fermes laitières et bovines est plus importante que jamais et la vigilance s'impose. La prévention passe par la gestion rigoureuse de la présence des visiteurs et des travailleurs, un protocole d'achat des animaux et un contrôle efficace de la vermine. Pour toute question, on consulte le vétérinaire.

Pour obtenir des affiches de biosécurité à apposer à l'entrée de vos bâtiments d'élevage, appelez au 1 888 938-3872, poste 1267 pour Dominique Samson (responsable lait), ou au poste 2008 pour François Gamache (responsable bovins). ✕

LES ÉLEVEURS DE PORCS DES DEUX RIVES CÉLÈBRENT LEURS 50 ANS EN GRAND!

Le 13 avril, dans le cadre de leur traditionnel souper-conférence, les Éleveurs de porcs des Deux Rives ont fêté leurs 50 ans d'existence. Près de 240 producteurs et partenaires de l'industrie y étaient. Marilynne Petit, mère du jeune Pier-Olivier Provencher, atteint d'une grave malformation cardiaque et désigné Enfant Soleil 2012, y a livré un message chargé en émotions. « Il y a toujours moyen de vaincre les épreuves de la vie, de voir les aspects positifs dans n'importe quelle situation », a-t-elle dit. Les Éleveurs de porcs des Deux Rives ont ensuite versé un don de 1 000 \$ à Opération Enfant Soleil. Ils souhaitent insuffler aux enfants comme Pier-Olivier et à leur famille toute la détermination nécessaire pour remporter leur combat.

Pour sa part, le ministre responsable de la région du Centre-du-Québec, Laurent Lessard, a souligné le rôle majeur que jouent des éleveurs de porcs dans la collectivité « avec 2 400 emplois directs, 1 300 emplois indirects et une valeur ajoutée de 260 M\$ à l'économie dans le seul territoire des Deux Rives ». Il a aussi admis que les producteurs méritent une meilleure reconnaissance. L'assemblée générale annuelle des Éleveurs de porcs des Deux Rives a permis de renouveler les mandats de Normand Martineau, de Patrick Côté, de Maxime Gosselin, de Bernard Néron et de Rémy Gauthier comme administrateurs. Robert Labrecque et Maxime Gosselin ont été réélus respectivement président et vice-président du comité de mise en marché – finisseurs, et Mario Gagné a été reconduit à la présidence du comité de mise en marché – naisseurs. Sylvain Bouffard, qui succède à Daniel Samson, assurera la vice-présidence de ce comité. ✕



8 000 PORTIONS DE VIANDE DE PORC À MOISSON ESTRIE

Dans le cadre du mois de la nutrition, Les Éleveurs de porcs de l'Estrie ont fait don de 8 000 portions de viande à Moisson Estrie, une valeur de plus de 2 000 \$. Le travail de préparation de la viande a été offert gracieusement par la Boucherie Coutu & Frères, de Bonsecours.

« La hausse des prix des aliments affecte d'abord les moins bien nantis. Notre don à Moisson Estrie est une façon pour les producteurs d'apporter de l'aide à ceux qui en ont besoin en leur permettant de cuisiner de la viande de belle qualité », a rappelé Jocelyn St-Laurent, président des Éleveurs de porcs de l'Estrie. ✕

INVITATION À DÉCOUVRIR LES ENJEUX MODERNES DE LA COMMERCIALISATION

À Windsor, le vendredi 27 mai, aura lieu un forum régional sur la commercialisation des produits alimentaires. Des experts y présenteront les enjeux de la mise en marché, susceptibles de toucher votre entreprise. En après-midi, la parole sera donnée aux entrepreneurs qui discuteront des opportunités commerciales dans les domaines de la restauration et du tourisme gourmand, ou encore des différents marchés : institutionnel, de détail, public et de solidarité. Le forum se déroulera en marge de l'assemblée générale annuelle du Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie (CIBLE).

Cet événement est rendu possible grâce aux partenaires suivants : MAPAQ-Estrie, UPA-Estrie, Tourisme Cantons-de-l'Est et Réseau Agriconseils de l'Estrie. Pour information, contactez Sylvie Lavoie au 819 346-8905, poste 137, ou à sylvie@createurs-desaveurs.com. ✕

DISCUSSIONS SUR LES GRANDS DOSSIERS DE L'UNION

Les administrateurs de la fédération régionale ont accueilli Pierre Lemieux, 1^{er} vice-président de l'UPA, et Hélène Benoît, directrice des communications et de la vie syndicale, au conseil d'administration du 22 avril. Les échanges ont porté sur la stratégie agroalimentaire, la fiscalité foncière, la mise en marché collective et la démarche À la rencontre des producteurs. Les administrateurs ont également discuté de l'offre de services-conseils non liés, de la disparition des abattoirs multispèces dans Lanaudière, des négociations entre l'UPA, Hydro-Québec et TransCanada Pipelines, du projet d'aéroport de Saint-Cuthbert et des problèmes de tensions parasites. Le président du Syndicat de l'UPA d'Autray, Michel Désy, a été réélu au poste de 1^{er} vice-président de la FUPAL, et le président du Syndicat de l'UPA L'Assomption-Les Moulins, Stéphane Sansfaçon, a été réélu à la 2^e vice-présidence de l'organisation. ✕

BRUNCH ET CIDRE D'HONNEUR À L'AGA DE L'UPA DE LANAUDIÈRE

Cette année, la Fédération de l'UPA de Lanaudière (FUPAL) proposait une formule brunch-AGA pour sa 87^e assemblée générale annuelle (AGA) tenue le 18 avril et à laquelle ont assisté une centaine de convives. Le Collectif de formation agricole y a décerné la mention d'honneur Claude-Rivest à Réjean Turcotte, un producteur de Sainte-Élisabeth, pour la persévérance et l'assiduité dont il a fait preuve au cours d'activités de formation. Le 1^{er} vice-président de l'Union des producteurs agricoles, Pierre Lemieux, a résumé l'état d'avancement des dossiers prioritaires de l'organisation. Les délégués ont adopté une résolution pour dénoncer la réforme proposée dans le cadre du Programme de crédit de taxes foncières agricoles. Réélu par acclamation à la présidence de la FUPAL pour un nouveau mandat de deux ans, Marcel Papin a clôturé l'activité en invitant tout le monde à un « cidre d'honneur » pour souligner le 30^e anniversaire de l'option agricole du Cégep de Joliette. ✕

ÉTUDE SUR LES BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT DES AGRICULTEURS DE 55 ANS ET PLUS

Le 1^{er} avril dernier, devant une centaine de personnes, dont plusieurs décideurs économiques des secteurs municipal et ministériel, les partenaires du Service d'accompagnement sur l'avenir des entreprises agricoles de la Mauricie ont dévoilé le bilan annuel de leurs activités.

Rappelons que le mandat de ce projet-pilote, créé à l'été 2015, était d'identifier les besoins des agriculteurs de 55 ans et plus et de fournir à ceux-ci des outils leur permettant de planifier adéquatement l'avenir de leur exploitation. Les entrevues effectuées avec la quarantaine de propriétaires de fermes ont confirmé leur besoin de services d'accompagnement.

En raison de la mobilisation qu'il a suscitée, ce projet porte un message fort pour donner confiance à la relève. Nous devons maintenant passer à une autre étape, qui consiste à déployer un véritable service d'accompagnement sur l'avenir des entreprises agricoles. ✕



L'étude a mis en lumière plusieurs questionnements liés à la fiscalité, au désir de continuité, à l'équilibre familial, etc.

RÉTENTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les enjeux de main-d'œuvre et d'offre de formation en agriculture sont au centre d'une analyse prospective commandée par Emploi-Québec, qui a été réalisée sous la supervision de la Fédération de l'UPA de la Mauricie (FUPAM). La participation de plusieurs acteurs agricoles locaux et l'étude des programmes éducatifs ont permis de mieux comprendre les problèmes d'employabilité et d'analyser les écarts entre les besoins du marché de l'emploi et la formation en agriculture. Les constats sont les suivants : on rencontre des difficultés dans le recrutement et la rétention du personnel, l'intérêt des exploitations pour des travailleurs qualifiés est grandissant et on reconnaît l'importance des qualités personnelles et interpersonnelles des employés.

Si l'offre de formation satisfait généralement aux besoins sur le plan régional, il est essentiel d'y apporter des améliorations, notamment au chapitre des nouvelles technologies, des cours pratiques et de la durée des stages en entreprise.

Ces constats permettent à la FUPAM et à ses partenaires d'œuvrer en concertation à l'établissement d'un plan d'action qui bonifiera l'offre de formation et favorisera la valorisation des métiers agricoles. ✕

PASSERA, PASSERA PAS, LE GROS TUYAU D'HUILE?

Le déploiement de l'oléoduc Énergie-Est inquiète bon nombre d'agriculteurs mauriciens. En plus de traverser plusieurs terres agricoles, il passera sous les rivières Maskinongé, du Loup, Saint-Maurice et Sainte-Anne, pour ne nommer que celles-là. C'est dans ce contexte qu'en octobre dernier, à son congrès régional annuel, la Fédération de l'UPA de la Mauricie (FUPAM) a pris position.

Invoquant les risques environnementaux majeurs répertoriés pour des ouvrages semblables en Amérique du Nord et l'absence de garanties suffisantes de la part du promoteur, les producteurs ont adopté une résolution contre le projet de TransCanada. Le Syndicat de l'UPA de Maskinongé et les municipalités de Louiseville, de Saint-Justin et de Saint-Étienne-des-Grès ont également pris des positions similaires au cours des derniers mois.

La FUPAM déposera un mémoire aux audiences du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et profitera de cette tribune pour démontrer que les inconvénients d'un tel projet en zone agricole dépassent très largement les avantages. ✕

NOUVELLE VAGUE DE SOLIDARITÉ ENVERS LA FAMILLE PAUL

La famille Paul a reçu, le 21 mars, un deuxième cadeau de solidarité qui s'élève à 4 000 \$. Cette fois, les élus de l'UPA et ceux de la Fédération ont remis l'équivalent de leur indemnité journalière à la famille d'agriculteurs de Sainte-Anne-de-Sorel, dont les terres de la baie Laval-lière qui bordent la rivière Pot-au-Beurre sont inondées plusieurs fois par année. Avant Noël, les administrateurs de la fédération régionale et du Syndicat de l'UPA de Richelieu-Yamaska leur avaient remis un chèque de 5 700 \$. Rappelons que la Ferme J-M Paul et Fils, qui en est à la 11^e génération d'agriculteurs, subit depuis une quinzaine d'années des pertes de revenus importantes dues aux inondations de ses terres. ✕



ÉCONOMIE ET SÉCURITÉ DU REVENU À L'AGA DES ÉLEVEURS DE PORCS

La sécurité du revenu a été au cœur des échanges et des présentations de l'assemblée générale annuelle (AGA) des Éleveurs de porcs de la Montérégie du 7 avril. Les conférenciers Charles Gauvin, directeur du développement des affaires, et Alain Beaudry, directeur régional de Financement agricole Canada (FAC), ont parlé aux 75 producteurs présents des signaux du marché dont les institutions financières tiennent compte quand il s'agit de soutenir une production. L'agroéconomiste Denis Champagne a livré ses réflexions sur l'économie de la production porcine, et Jean-Guy Hamelin, 1^{er} vice-président des Éleveurs de porcs de la Montérégie, a brossé le portrait financier des entreprises porcines indépendantes du Québec et des demandes des éleveurs dans le dossier de la sécurité du revenu. ✕

RAPPEL : RECHERCHE DE CANDIDATS POUR DES STAGES EN PRODUCTION LAITIÈRE

Dans le cadre de son projet de stages et d'intégration en emploi, le Centre d'emploi agricole de la Montérégie cherche des candidats qui souhaiteraient occuper un poste d'ouvrier en production laitière. Rappelons que ces stages sont destinés à des gens désavantagés en matière d'emploi, comme les personnes handicapées, immigrantes ou bénéficiaires d'aide sociale, les 25 ans et moins ou les 55 ans et plus, etc. Bien qu'aucune expérience ou formation ne soit requise, les candidats doivent répondre à des critères liés à la motivation, à leur capacité d'apprentissage et à l'attitude au travail. Pour plus d'information, contactez Johanny Bouchard, du Centre d'emploi agricole de la Montérégie, au 450 774-9154, poste 5208. ✕

LES PESTICIDES PASSÉS À LA LOUPE

Lors de la journée de réflexion du 7 avril sur les pesticides présents dans la rivière des Hurons, on a d'abord divulgué les résultats d'une étude environnementale qui visait à détecter la présence d'herbicides, de pesticides et de fongicides dans les eaux de surface de la rivière. On a aussi proposé des actions simples, concrètes et faciles à entreprendre pour réduire l'utilisation des pesticides à la ferme et exposé les résultats de projets à succès en lutte intégrée. Invités à faire connaître leurs besoins pour assurer une gestion minimale des pesticides dans leur ferme, les 30 producteurs participants ont par ailleurs émis des commentaires très judicieux qui permettront de cibler les priorités d'intervention pour la phase II du projet de la rivière des Hurons. Pour plus d'information, contactez Catherine Plante ou Chantale Soumahoro, agentes en agroenvironnement à la Fédération de l'UPA de la Montérégie, au 450 774-9154. ✕

LE DIALOGUE : LA CLÉ DU SUCCÈS POUR L'UPA ET LA MRC DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS

Le dialogue était quasi inexistant depuis des années entre le Syndicat de l'UPA des Collines-de-l'Outaouais et la MRC du même nom, jusqu'à ce que la municipalité de Val-des-Monts et la MRC envisagent la construction d'une nouvelle école primaire en zone agricole. Le syndicat local et la Fédération se sont d'abord opposés au projet. Souhaitant discuter d'aménagement du territoire et de développement agricole, les représentants de l'Union ont voulu rencontrer les maires de la MRC. Et contre toute attente, au terme de discussions fructueuses, l'UPA a décidé d'appuyer la demande de construction de l'école primaire de Val-des-Monts auprès du gouvernement du Québec, à condition qu'elle se fasse en zone urbaine plutôt qu'agricole.

À une rencontre ultérieure portant sur la révision du schéma d'aménagement, les producteurs ont proposé des pistes de collaboration avec la MRC et ses municipalités : inventaire de la superficie des propriétés agricoles, établissement de la relève, remise en culture des terres en friche, entretien des cours d'eau, etc. L'expérience a fait boule de neige et tous se sont entendus pour dire qu'à l'avenir, ils devront mettre l'accent sur le dialogue et la communication. Ils ont aussi convenu que l'élaboration d'un plan de développement de la zone agricole (PDZA) est le moyen privilégié pour mettre de l'avant une agriculture durable et locale, capable de contribuer au développement économique de la MRC.

À l'issue de l'une de ces rencontres, le président du comité consultatif agricole (CCA) a pris soin d'écrire à la fédération régionale :

« Je dois l'avouer, vos manifestations d'ouverture et de souplesse stratégiques ont modifié quelque peu ma perception de l'UPA. »

Comme quoi un dialogue ouvert peut permettre de changer l'idée que les gens se font de l'Union! ✕

« SOLITAIRES DANS LA VILLE COMME EN FORÊT »

Peu de citoyens le savent, mais il existe une quinzaine de fermes sur l'île de Montréal : 15 exploitations agricoles qui se démarquent par leur dynamisme et leur diversité, mais qui se sentent bien isolées. Dans le but de répondre aux besoins de ces producteurs urbains, l'UPA, la Ville de Montréal et le Système alimentaire montréalais ont organisé une journée de réseautage qui a permis de mesurer la variété des productions et des modèles d'entreprises établies sur l'île. Si les producteurs montréalais font face à des défis particuliers, ils partagent les mêmes enjeux que leurs collègues des régions : pénurie de main-d'œuvre, cohabitation, valeur croissante du prix des terres, etc. À Montréal comme ailleurs, la relève ne demande qu'à émerger et la volonté de dynamiser les activités de l'agriculture est bien réelle. Pour cela, il faut adapter le modèle agricole au milieu urbain, le réinventer même, mais les producteurs montréalais sentent qu'ils manquent de ressources, et pourtant... Ce premier rendez-vous les aura aidés à cerner leurs besoins, à mieux se connaître et à mieux connaître l'UPA, qui a pour mission de défendre leurs droits et vers qui ils peuvent se tourner pour obtenir du soutien et des services. ✕

PROJET MINIER À OKA. TROIS PETITS TOURS ET PUIS S'EN VA!

Rarement un projet d'exploitation minière d'envergure aura eu si courte vie. Début mars, un promoteur dit vouloir relancer la mine de niobium d'Oka qui a été, dans les années 1960 et 1970, l'une des plus importantes au monde. Le niobium est un métal rare qui entre dans la fabrication de l'acier et de certains alliages. L'annonce a un parfum de déjà vu puisque depuis les années 2000, plusieurs tentatives de relance de la mine ont été effectuées et elles ont toutes échoué. Séduite, la municipalité y voit pour sa part de nombreux avantages. La réouverture du site générerait des revenus supplémentaires pour Oka en plus de créer 250 nouveaux emplois bien payés. Mais les agriculteurs de la région sont déjà mobilisés. Ils craignent les impacts majeurs qu'aurait l'exploitation sur leurs activités et l'agrotourisme, très développé dans ce secteur d'Oka, ainsi que sur la nappe phréatique et la qualité de vie des citoyens.

Fin mars, coup de théâtre à l'assemblée du conseil de ville. Plus de 600 personnes s'y présentent, dont des membres du Syndicat local de l'UPA Deux-Montagnes et une centaine d'agriculteurs qui stationnent leurs tracteurs devant la mairie. Les inquiétudes majeures que soulèvent les producteurs, l'Union des producteurs agricoles et les citoyens ont finalement raison des élus municipaux. Sous un tonnerre d'applaudissements, le président de la Fédération de l'UPA d'Outaouais-Laurentides, Richard Maheu, remercie les élus municipaux d'avoir pris une décision importante, qui tient compte des craintes fondées des citoyens et des agriculteurs, en disant non à la réouverture de la mine. ✕



DE LA VISITE D'HAÏTI

Une dizaine d'agriculteurs, représentant trois organisations syndicales d'Haïti, étaient de passage à la fédération régionale le 21 avril dernier. Le but de leur voyage au Québec était d'observer les outils que se sont donnés les producteurs québécois pour défendre et développer l'agriculture en faisant reconnaître leurs droits.

Pour illustrer tout le travail des agriculteurs d'ici, depuis les années 1900 à nos jours, nos représentants leur ont présenté une vidéo sur les 75 ans d'histoire de l'UPA. Les producteurs haïtiens se sont dits impressionnés par tout le travail accompli en l'espace d'à peine trois générations et par le niveau d'organisation et la rigueur d'une approche collective qui font l'envie des agriculteurs et des paysans à travers le monde. ✕



LE PONTIAC, FUTURE CAPITALE QUÉBÉCOISE DU HOUBLON?

La Coopérative de solidarité Houblon Pontiac a reçu du gouvernement du Québec un montant de 200 000 \$, qui lui permettra de transformer son houblon en granules pour alimenter les microbrasseries selon leurs normes de qualité. L'ensemble du projet, qui vise l'acquisition d'équipement de pointe, requiert un investissement de 437 000 \$. Si tout va comme prévu, le projet pourrait faire de la région du Pontiac la capitale québécoise du houblon. ✕



L'AGRICULTURE EN CROISSANCE DANS MARIA-CHAPDELAINE

En marge de sa rencontre semi-annuelle d'information à laquelle une quarantaine de producteurs ont participé le 5 avril, le Syndicat local de l'UPA Maria-Chapdelaine a tenu un point de presse sur l'agriculture dans la MRC. Plusieurs médias ont répondu à l'invitation et diffusé les messages du Syndicat. En voici les faits saillants :

- ▶ On oublie trop souvent la place centrale qu'occupe l'agriculture dans notre économie locale. Comptant plus de 300 exploitations qui génèrent annuellement près de 60 M\$ de revenus bruts, l'agriculture est la deuxième activité économique en importance dans la MRC;
- ▶ Les principales productions sont le lait (23,8 M\$), les petits fruits (10,8 M\$), les pommes de terre (7,6 M\$), les céréales et les protéagineux (5,7 M\$), ainsi que le bovin (5,7 M\$);
- ▶ À l'échelle québécoise, la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean occupe la première place avec plus de 13 600 tonnes de bleuets congelés et compte 50 % des superficies consacrées à la culture des bleuets sauvages;
- ▶ La MRC possède 70,9 % des superficies régionales cultivées en pommes de terre de semence, car sa nordicité et son isolement réduisent les risques de maladies et de contaminations entre les territoires;
- ▶ Plusieurs entreprises de transformation se sont établies dans la MRC ces dernières années, ce qui contribuera à augmenter le volume des matières transformées, plutôt que leur exportation à l'état brut.

Somme toute, l'agriculture est en pleine croissance dans la MRC de Maria-Chapdelaine, où des emplois sont créés; elle offre un potentiel exceptionnel de développement. ✕

COLLECTE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES : LE SYNDICAT DEMANDE L'UNIFORMITÉ

Dans son mémoire soumis à la Régie des matières résiduelles du secteur de Saguenay-Le Fjord, le Syndicat local de l'UPA Fjord-du-Saguenay demande que soient uniformisées les pratiques de collecte des plastiques qui servent à enrober les balles rondes.

Pour la collecte qui s'effectue déjà sur le territoire de la ville de Saguenay, la Régie a distribué des bacs et des sacs. Étant donné que le Syndicat a remis à la Régie la liste des fermes du secteur du Fjord qui utilisent ce type de plastique, les producteurs attendent toujours qu'elle entérine ce processus. Le Syndicat rappelle également dans son mémoire l'intérêt des agriculteurs pour le compostage résidentiel. ✕

PLUS DE 800 PERSONNES AU BRUNCH DE L'UPA FJORD-DU-SAGUENAY

Le Syndicat local de l'UPA Fjord-du-Saguenay, qui tenait son brunch annuel le 17 avril, a accueilli plus de 800 enfants, parents, amis et producteurs. Les administrateurs du Syndicat remercient tout ce beau monde venu partager un moment privilégié avec eux. ✕



EXCELLENTE RÉCOLTE DE CV À L'ÉVÉNEMENT EMPLOI

L'Événement Emploi a eu lieu dans le secteur Lac-Saint-Jean-Est le 7 avril dernier. Les responsables du Centre d'emploi agricole de la fédération régionale y ont rencontré de nombreux chercheurs d'emploi et leur ont présenté les postes actuellement disponibles en agriculture sur le territoire. Ponctué d'échanges fructueux avec les travailleurs et travailleuses qui portaient un vif intérêt à notre secteur d'activités, la journée s'est soldée par une excellente « récolte » de curriculum vitæ. ✕

FUSION HISTORIQUE CHEZ LES ÉLEVEURS DE BOVINS

En février, après mûres réflexions, les producteurs membres de l'Association des éleveurs de bovins de boucherie (AEBB) ont entériné à l'unanimité la fusion de leur organisme avec le Syndicat des producteurs de bovins du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Le nouveau comité AEBB, qui exerce désormais ses activités à l'intérieur du Syndicat, offre toujours les mêmes services de mise en marché, d'achats de groupe, d'organisation de pique-niques et de voyages. Les présidents des deux organismes, Stéphane Côté et Gilles Murray, se sont dits très fiers de voir la mission d'excellence de l'AEBB se poursuivre au sein d'un syndicat qui a à cœur le fait de soutenir et de défendre les intérêts des éleveurs de bovins de la région. ✕

SÉCURITÉ ET PRUDENCE DANS LES SILOS À GRAINS

Des spécialistes de l'UPA, des services de sécurité incendie de la région et de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail ont rencontré plus de 70 agriculteurs lors de trois activités que la Fédération de l'UPA du Saguenay—Lac-Saint-Jean a organisées cette année sur la prévention des accidents dans les silos à grains. Les producteurs des syndicats locaux de l'UPA Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine et Domaine-du-Roy ont eu l'occasion d'entendre des témoignages saisissants. D'abord, celui de Patrice Garneau, un agriculteur qui, après avoir été enseveli dans un silo à grains, a été miraculeusement rescapé, en mars 2015. Puis celui de Bernard Dallaire, l'un des pompiers qui a participé à son sauvetage. Les conférenciers ont rappelé les grands principes de sécurité et ont invité tous les producteurs à faire preuve d'une extrême prudence. ✕



IL Y AURA TOUJOURS UN VÉHICULE PLUS GROS, PLUS FORT ET PLUS COMPÉTENT.

« LE VOICI. »

RAM HEAVY DUTY 2016

Grâce à une ingénierie de qualité supérieure, que l'on devine dans chacune de ses pièces, le Ram Heavy Duty 2016 a plus d'une corde à son arc. Un exemple concret : ses deux systèmes de suspension arrière. La suspension arrière à cinq bras et à ressorts hélicoïdaux de série¹, ainsi que la suspension pneumatique arrière Auto-Level² livrable en option, sont exclusives au Ram. Toutes deux utilisent des composants renforcés et évolués qui procurent une tenue de route inégalée lors du transport de lourdes charges. Ceci permet au Ram Heavy Duty de présenter la meilleure capacité de remorquage de la catégorie, dépassant celle du F-350 de près de 2 tonnes², et d'offrir une charge utile pouvant atteindre 3 352 kg (7 390 lb), la plus élevée de la catégorie³. Avec un légendaire moteur Turbo Diesel Cummins^{MD} ou HEMI^{MD}, le Ram surpasse la concurrence, quelque soit le type de comparaison que vous ferez.


**CAPACITÉ DE
REMORQUAGE**
ALLANT JUSQU'À
14 157 KG (31 210 LB),
LA PLUS ÉLEVÉE DE SA CATÉGORIE
JUSQU'À 2 TONNES
DE PLUS QUE LE F-350²


**COUPLE POUVANT
ATTEINDRE**
900 LB-PI,
LE PLUS ÉLEVÉ
DE SA CATÉGORIE²


**LA GAMME
DE CAMIONS
LA PLUS
DURABLE**
AU PAYS⁴


**TAUX DE
FIDÉLITÉ**
LE PLUS ÉLEVÉ
PARMI TOUS LES
CAMIONS AU PAYS⁵

LE COURAGE - LA LÉGENDE



RAM

CAMIONRAM.CA

¹ Selon la catégorie des camions 2500/250. ² Selon la catégorie des camions 2500/250 et 3500/350. ³ Selon la catégorie des camions 3500/350. Jusqu'à 3 352 kg. ⁴ Longévité basée sur les données de IHS Automotive : Polk sur les véhicules en service au Canada en date du 1^{er} juillet 2014, pour les années modèles 1988 à 2014 pour la gamme complète de grands camions Ram, comparativement à celle des grands camions de la concurrence en service depuis 1988. ⁵ Selon les données commerciales de tiers concurrents au Canada pour les années modèles 2008 à 2013 pour les camions neufs pleine grandeur.

ENTREPRENDRE LA VOIE DE LA CROISSANCE



AGRICARTE, FIÈRE PARTENAIRE DU PROGRAMME AVANTAGES DE L'UPA

Faites croître vos bénéfices grâce à un outil de financement offert exclusivement aux producteurs agricoles canadiens, et ce, sans frais annuels.

agricarte.ca

AgriCarte

 **Desjardins**
Entreprises

Coopérer pour créer l'avenir

183287

T-13662F (2016/01)